

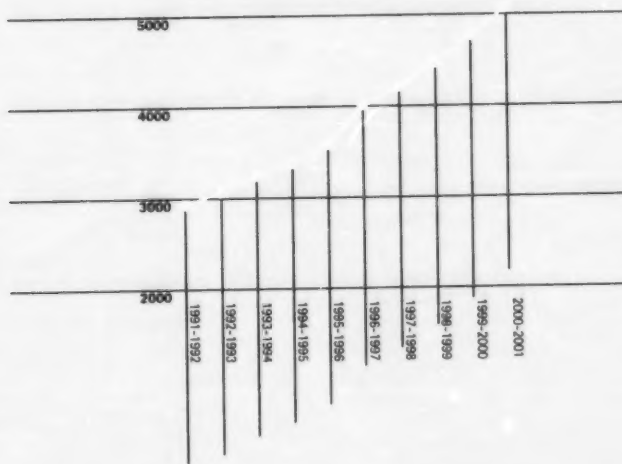
Croissance, qualité, innovation



Rapport annuel 2000-2001

00
00
00
00
00
00
00

Misant sur la qualité et l'innovation, l'Ordre des CMA affiche un taux de croissance soutenu et constant ces dernières années. Il a franchi le cap symbolique des 5000 membres au cours du dernier exercice. Entre 1995-1996 et 2000-2001, le taux de croissance net de l'effectif a atteint 41 %.



La mission de l'Ordre des CMA. L'Ordre des CMA a pour mission de contribuer au succès des organisations en les faisant bénéficier de son expertise intégrée en comptabilité et en management. Il voit à ce que ses membres maîtrisent les pratiques émergentes touchant la mesure et l'amélioration de la performance organisationnelle. C'est de cette façon que l'Ordre assure la protection du public, de même qu'en favorisant le maintien des standards élevés de la profession. Afin de mieux réaliser sa mission, l'Ordre privilégie l'écoute active de sa clientèle, le dynamisme, l'éthique, l'esprit d'équipe, le rayonnement et l'innovation.

Le rôle du professionnel CMA. Expert en gestion stratégique et financière, le CMA organise l'information de gestion, conçoit des systèmes et met en œuvre des plans d'action efficaces. Il gère les ressources de façon responsable, conformément à la mission de son organisation. Son expertise distinctive en comptabilité et en management lui permet de contribuer au succès des organisations en étant un partenaire actif dans l'amélioration continue de leur performance globale.



La forme masculine utilisée dans ce rapport annuel désigne aussi bien les femmes que les hommes.
 Publié par la Direction des affaires publiques et du marketing, Ordre des comptables en management accrédités du Québec, 715, square Victoria, 3^e étage, Montréal (Québec) H2Y 2H7. Site Web : www.cma-quebec.org Juin 2001. Photographie : James Gauthier, Paul Labelle. Graphisme : Langevin Turcotte.
 Traduction : Traductions Betty Howell Inc. Impression : Imprimerie Reprotech Inc.

**Conseil exécutif
Gouvernement du Québec**

Ministre responsable

**Office des professions
du Québec**

Rapport annuel 2000-2001

Québec, juin 2001

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président
Assemblée nationale

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001. Ce rapport rend compte de l'ensemble des activités de l'Ordre et contient de nombreux renseignements d'intérêt public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Ministre responsable
de l'application des lois
professionnelles,

Paul Bégin

Montréal, juin 2001

Monsieur Paul Bégin
Ministre responsable de l'application
des lois professionnelles
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre deux exemplaires du Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du Bureau,

Michel Milot, CMA

Montréal, juin 2001

Monsieur Jean-K. Samson
Président
Office des professions
du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du Bureau,

Michel Milot, CMA



**ORDRE
DES COMPTABLES EN MANAGEMENT
ACCREDITÉS DU QUÉBEC**

Message du président du Bureau

L'exercice 2000-2001 a été placé à l'enseigne du changement, dans la foulée de la réflexion stratégique que l'Ordre a menée au cours de l'exercice précédent et qui lui a permis de tracer les grandes orientations des années futures. Il a plus particulièrement été marqué par un virage technologique, l'Ordre faisant son entrée dans l'ère du commerce électronique.



Michel Milot, CMA,
président du Bureau

Le programme d'action de l'Ordre au cours de la dernière année a été guidé par les trois enjeux-clés définis dans son plan stratégique, à savoir l'offre de CMA, la demande pour les CMA et les standards et la qualité. C'est dans cette perspective que s'inscrivent la transformation du processus de formation et d'accréditation, la croissance de l'effectif et du rayonnement de la profession, l'accélération du virage technologique et l'accent qui a été mis sur l'intérêt public et le service à la clientèle. Dans toutes ces sphères, l'Ordre a été animé par un dynamisme renouvelé et une confiance inébranlable en l'avenir.

La transformation du processus de formation et d'accréditation

Toujours soucieux de répondre aux besoins d'un marché en constante évolution et d'organisations aux prises avec des changements de plus en plus rapides, l'Ordre a apporté des modifications fondamentales au processus de formation et d'accréditation des CMA. Ces changements devraient permettre à la nouvelle génération de préserver, voire de raffermir la position de leader qu'occupe la profession dans l'univers comptable.

Ainsi donc, le nouvel examen d'admission lancé en juin 2000 a été conçu de façon à mieux refléter le rôle élargi des CMA et leur champ d'expertise spécifique. Parallèlement, il permet de mesurer plus efficacement les compétences indispensables au futur CMA. La nouvelle structure de l'Examen national d'admission n'a

cependant pas empêché les candidats québécois de se distinguer encore une fois à l'échelle canadienne. Le taux de réussite combiné aux parties 1 et 2 a été de 71,8 % pour le Québec contre 60,5 % pour l'ensemble du Canada, maintenant ainsi le Québec en première place pour la dixième année consécutive.

Puis en septembre 2000, le Programme professionnel CMA a cédé la place au Programme de leadership stratégique CMA (PLS). Cette nouvelle formation à valeur ajoutée, qui n'est pas uniquement axée sur les connaissances, vise surtout le développement d'une vision stratégique intégrée et d'habiletés de communication, ainsi que l'apprentissage du travail en équipe, ce qui assurera aux nouveaux professionnels CMA un rôle clé dans le devenir des organisations les plus innovatrices. Afin que le PLS réponde le plus adéquatement possible aux attentes des employeurs, l'Ordre a exercé une influence déterminante à l'échelle nationale à tous les stades de la mise au point, de l'implantation et finalement de l'amélioration continue du nouveau programme.

Les changements ne se sont pas arrêtés là puisque CMA Canada, de concert avec ses partenaires provinciaux, a mis en œuvre une politique d'accréditation des programmes offerts par les universités canadiennes, ce qui constitue une quasi-révolution dans l'univers comptable où l'examen d'admission à la profession est une pratique institutionnalisée. Encore une fois, l'Ordre et les universités du Québec ont affirmé leur leadership et se sont démarqués par rapport à leurs homologues de l'ensemble du Canada. En effet, des 21 programmes qui ont à ce jour été évalués par CMA Canada, 13 ont été accrédités, dont huit au Québec. De ce nombre, quatre sont associés au cheminement régulier, les quatre autres étant des programmes de deuxième cycle universitaire associés au cheminement exécutif, dont celui qui sera offert dès septembre 2001 par l'Université du Québec à Hull (UQAH), nouveau partenaire de l'Ordre.

Par ailleurs, l'accréditation des programmes exécutifs existants a entraîné leur restructuration, tandis que la maturité et la notoriété qu'ils ont acquises depuis leur création ont ouvert la porte à un repositionnement du produit sur le marché de la formation pour cadres.

Tout d'abord, le récent partenariat conclu avec l'UQAH permettra à l'Ordre de répondre aux besoins des gestionnaires de la région outaouaise et bien entendu, de la capitale nationale, d'autant plus que le Programme exécutif CMA y est offert en français et en anglais. Quant à l'Université Laval, qui offrait jusqu'à maintenant le Programme exécutif CMA, elle innove en proposant une toute nouvelle formule du Programme exécutif CMA-MBA. En effet, grâce à une parfaite intégration du contenu

du programme de formation CMA et des cours spécialisés du MBA, le cheminement permet de faire d'une pierre deux coups en deux ans et demi, durée équivalente à l'actuel Programme exécutif CMA. Cette innovation marque un point charnière puisqu'elle influencera l'évolution des programmes exécutifs offerts par les autres partenaires universitaires de l'Ordre et devrait les conduire à plus ou moins brève échéance à adopter cette formule, de telle sorte que tous les programmes exécutifs CMA intégreront éventuellement la composante MBA tout en limitant la durée du cheminement à deux ans et demi. Il va sans dire que ce faisant, les programmes exécutifs de l'Ordre prendront une longueur d'avance sur le marché de la formation pour cadres.

Dans cette même veine de nouveauté, signalons que les nouvelles cohortes exécutives débiteront dorénavant le programme à l'automne plutôt qu'en janvier, de sorte que la campagne promotionnelle 2001 a été mise en branle dès la fin de l'hiver. Ce fut d'ailleurs l'occasion de renouveler l'approche promotionnelle, d'abord en développant un nouveau concept visuel pour permettre au produit CMA de se démarquer, puis en mettant davantage à contribution le site Web

Une croissance et un rayonnement à la mesure de nos efforts

C'est une satisfaction toujours renouvelée que de récolter le fruit de ses efforts. Depuis plusieurs années, l'Ordre enregistre en effet le plus fort taux de croissance de tous les ordres professionnels québécois du secteur droit et affaires, sans compter que de toutes les composantes provinciales de CMA Canada, c'est l'Ordre qui domine au chapitre de la croissance nette avec un taux annuel de 6 % pour l'année terminée le 31 mars 2001. Bref, tant au Québec qu'au Canada, l'Ordre consolide sa place grâce à un rythme de croissance soutenu et constant qui lui a d'ailleurs fait franchir le cap symbolique des 5000 membres au cours de l'exercice. Les perspectives à moyen terme sont tout aussi réjouissantes puisqu'on anticipe de franchir la barre des 6000 membres au tournant de 2005.

Deux éléments indissociables assurent la croissance de l'effectif : le recrutement et la rétention. À ce chapitre, la progression des nouveaux étudiants immatriculés a été de plus de 13 % au cours de la dernière année (519 par rapport à 458 l'an dernier) alors qu'un nombre record de près de 430 candidats se présentent



de l'Ordre. Bien entendu, une campagne médiatique étoffée a été planifiée pour publiciser les programmes.

Depuis la création des programmes exécutifs en 1997, 63 candidats ont obtenu leur titre de CMA alors qu'ils sont actuellement environ 150 en voie de parachever le cheminement qui leur permettra de satisfaire aux exigences d'accès au titre. En janvier 2001, l'Ordre a accueilli 75 candidats dans ses programmes exécutifs et on s'attend à ce qu'à l'automne 2001, une centaine de candidats forment une nouvelle cohorte, d'autant plus que la clientèle potentielle s'est élargie avec les nouvelles conditions d'accès dont jouissent les comptables professionnels autres que CMA (CA et CGA), qui peuvent maintenant être exemptés de la première étape des programmes.

en juin 2001 à l'épreuve-synthèse du programme de formation, dernière étape mais non la moindre avant d'obtenir le titre de CMA.

Sur le plan de la rétention des membres actuels, là aussi l'Ordre a amélioré ses performances au cours de la dernière année, avec un taux de rétention qui est passé de 98 % en 1999-2000 à 98,7 % en 2000-2001. En chiffres absolus, et ce malgré la hausse de l'effectif, seulement 60 membres ont été radiés au cours de la dernière année, soit parce qu'ils ont renoncé au titre ou parce qu'ils n'ont pas acquitté leur cotisation, contre 77 l'année précédente.

On peut légitimement voir dans ces chiffres un indicateur éloquent du rayonnement du titre et de la profession de CMA que de nombreuses initiatives de l'Ordre ont par ailleurs contribué à raffermir au cours de l'exercice. Ainsi, l'Ordre a refait une beauté à son programme de prix d'excellence qui visent à souligner les performances exceptionnelles de candidats à la profession. Les Grands prix à l'Examen

1. Les candidats qui ont décroché les trois premières places au Québec à l'Examen national d'admission CMA

2. Accréditation des programmes universitaires L'Ordre rend hommage à ses partenaires universitaires qui contribuent à maintenir la tradition d'excellence du savoir CMA

d'admission, nouvellement créés et assortis de bourses d'excellence, ont été décernés pour la première fois lors de la cérémonie de Remise des diplômes CMA 2001 aux candidats qui ont raflé les trois premières places au Québec.

Quant à la deuxième édition provinciale de la compétition InterAction Management, elle a remporté le plus vif succès, avec 19 équipes participantes provenant de toutes les régions du Québec. Transformés en consultants, les étudiants se mettent au service d'entreprises réelles pour leur proposer des solutions applicables à leur projet d'affaires. Ce concours a pour objectif de promouvoir la profession de CMA auprès de la clientèle étudiante et en définitive, de former une solide relève en management, tout en resserrant les liens entre le milieu universitaire et le milieu des affaires.

Enfin, soulignons le rôle essentiel de radar que joue l'Observatoire CMA des pratiques en comptabilité de management et sa contribution tangible au rayonnement de la profession. Formé d'observateurs avisés et profondément engagés en faveur de la profession de CMA, l'Observatoire se penche en effet sur les nouvelles tendances qu'il observe sur le « territoire CMA », tant dans le champ des compétences fonctionnelles propres aux CMA que dans le champ plus large des compétences managériales. Dans un contexte de décloisonnement et de concurrence accrue, il ne fait aucun doute que la réflexion et la critique prospective sont de plus en plus essentielles pour orienter l'action dans le sens le plus prometteur. Car malgré l'évolution et la place enviable de la profession, il faut maintenir voire accentuer les efforts en ce qui concerne l'appropriation des compétences distinctives des CMA ainsi que leur mise en marché auprès des employeurs.

Un virage technologique accéléré

Il va de soi que l'Ordre ne pourrait soutenir un tel rythme de croissance sans une organisation efficace et structurée dont l'un des principaux piliers sont incontestablement des systèmes d'information à la fine pointe. Dans la foulée de l'important virage qu'il a entrepris avec l'adoption de son Plan stratégique des technologies de l'information en 1999, l'implantation du progiciel iMIS (Integrated Management Information System) et du logiciel comptable Great Plains Dynamics a été parachevée au cours de l'exercice. De ce fait, l'Ordre a amélioré notablement sa gestion et fait des gains d'efficacité.

Le site Web a également pris un virage majeur pour passer du stade informationnel au stade transactionnel et propulser l'Ordre dans l'ère du commerce électronique à la fin de l'année 2000. Ce virage s'est tout d'abord matérialisé par la mise en ligne du Dossier personnalisé 2001. Opération d'envergure s'il en est, cette première expérience a été un franc succès qu'on doit en grande partie à l'intérêt marqué qu'ont manifesté les membres à l'égard de cette innovation. Dépassant les attentes les plus optimistes, 40 % des membres et candidats se sont prêtés à l'expérience et ont rempli leur dossier en ligne, et 60 % de ceux-ci ont également réglé leur cotisation par la voie électronique. On s'attend à ce que déjà l'an prochain, plus de la moitié de l'effectif de l'Ordre ait adopté la formule.

Depuis le début de 2001, de nouvelles applications reliées au commerce électronique ont vu le jour. C'est ainsi que le Web a été intégré à la vigoureuse campagne de promotion des programmes exécutifs CMA et que les personnes intéressées ont pu commander en ligne la trousse d'information et s'inscrire à l'une ou l'autre des séances d'information tenues au printemps à Montréal, Québec et Hull.

Le site de l'Ordre a également permis au Service de placement d'innover, avec la mise en ligne des mandats de recrutement que les employeurs confient au Service. Sans modifier en rien l'approche du Service qui continue d'effectuer une présélection des candidatures transmises à l'employeur-client, membres et candidats immatriculés peuvent donc comparer en ligne les différents postes offerts. Pour les employeurs, l'affichage donne une plus grande visibilité à leurs offres et permet d'atteindre un plus large bassin de candidats potentiels, atouts qui peuvent faire la différence quand on sait que la demande de CMA demeure très ferme sur le marché.

L'Ordre ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. En effet, d'autres projets sont en chantier, notamment la création d'un guichet unique de paiement qui permettra aux membres et candidats de régler en ligne non seulement leur cotisation, mais aussi les frais d'inscription à l'Examen national d'admission, les frais reliés au Programme de leadership stratégique et aux programmes exécutifs, ainsi que les frais d'inscription aux diverses activités de l'Ordre.

La croissance de la fréquentation du site Web de l'Ordre témoigne assurément de l'intérêt qu'il suscite. Quelques chiffres éloquentes : le nombre de visiteurs du site s'est accru de 50 % au cours de la dernière année, la fréquentation des liens d'intérêt a fait un bond de 79 %, alors que celle des débats en ligne a progressé de 32 %.

LE SAVOIR CMA	DEVENIR CMA	RÉSEAU CMA	PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS	SERVICES AUX ENTREPRISES	SERVICES AUX MEMBRES ET AUX CANDIDATS	PRINCIPALES ACTIVITÉS
---------------	-------------	------------	--------------------------------	--------------------------	---------------------------------------	-----------------------

Bienvenue sur le site de l'Ordre des comptables en management agréés du Québec (CMA)

Vous trouverez ci-dessous renseignements sur la profession de CMA, exercée par 5000 personnes au Québec et choisie par plus de 2000 candidats à la profession.

Vous trouverez également les principaux programmes et services offerts aux entreprises, de même que les activités de l'Ordre et les coordonnées du Réseau CMA.

Mettre à jour les coordonnées :

- La banque 2001 de la relève CMA à votre disposition
- Vos mandats de recrutement peuvent maintenant être affichés sur le site.

Le début de mois :

Ajustez-vous des réajustements organisationnels ?

Mettez sur le développement de vos compétences :

Choisissez l'un de nos programmes de formation pour cadres en exercice.

De toute évidence, les innovations qui ont jusqu'ici vu le jour ont des retombées très positives en termes de service à la clientèle et l'accueil enthousiaste que nos membres leur ont réservé nous invitent à poursuivre ce virage technologique qui s'est d'ailleurs matérialisé sous d'autres formes. L'Ordre a ainsi conclu une entente de partenariat avec l'Institut du commerce électronique en vertu de laquelle les membres de l'Ordre qui veulent suivre le programme de formation et de certification sur les affaires électroniques offrent par l'Institut bénéficient de conditions financières avantageuses. Cette entente a également permis d'associer l'Institut au projet de recherche de la Chaire internationale CMA qui porte sur l'adaptation de six processus d'affaires clés pour réussir le commerce électronique et auquel l'Ordre participe activement.

L'intérêt du public et le service à la clientèle au rang de priorités

L'intérêt du public est au cœur même de la mission d'un ordre professionnel. Conscient de sa responsabilité à cet égard et de l'attrait grandissant qu'exerce le titre de CMA, l'Ordre demeure très vigilant et met en œuvre tous les moyens que la loi met à sa disposition pour sanctionner l'usurpation du titre de CMA et dissuader ceux qui seraient tentés de se l'approprier.

Au printemps 2000, les propos tenus par l'Honorable Jean-Guy Boilard dans le cadre d'un appel sur sentence ont suscité l'inquiétude non seulement de l'Ordre mais du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ) et de l'ensemble des ordres professionnels. Le juge Boilard s'était en effet permis de donner son appréciation du Code des professions en des termes tels que le CIQ a déposé une plainte au Conseil canadien de la magistrature et s'est élevé contre des propos qu'il estime irrespectueux, voire méprisants à l'égard d'une loi et des institutions qu'elle a créées. Dans un souci de protection du public, l'ensemble du système professionnel s'est donc mobilisé pour freiner la banalisation de la législation professionnelle en matière de titre et pour réclamer également du législateur que soit modifié l'article 188 du Code des professions afin de le rendre plus dissuasif en augmentant le montant des amendes prévues en cas d'infraction.

Par ailleurs, l'Ordre a pris une part active aux importants travaux de mise à jour du système professionnel québécois mis en branle par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles, madame Linda Goupil, à l'automne 1999, et poursuivis par son successeur, monsieur Paul Bégin. L'Ordre a notamment formulé des propositions concernant certaines obligations imposées aux ordres professionnels, l'allègement de la réglementation à laquelle ils sont assujettis ainsi que

l'accélération du processus d'adoption des règlements qu'un ordre professionnel peut ou doit adopter en vertu du Code des professions. Il a également participé à la consultation qui a porté plus particulièrement sur les façons d'assurer une meilleure complémentarité entre l'inspection et la discipline ainsi que sur les moyens de freiner la tendance à la judiciarisation.

La dernière année a aussi vu l'aboutissement d'une longue saga et la victoire du bon sens dans l'affaire du titre de conseiller en management. En adoptant le projet de loi n° 87 à la toute fin de la session parlementaire en juin 2000, le législateur a corrigé l'erreur qu'il avait commise avec l'adoption, en 1993, du projet de loi n° 72 qui réservait aux seuls membres de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec le titre générique de *conseiller en management*, conférant ainsi une sorte d'exclusivité à l'activité elle-même. La persévérance affichée par l'Ordre et tous ses partenaires durant cette longue bataille de sept ans aura porté fruit.

Sur le plan réglementaire, le Bureau de l'Ordre a adopté le *Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation et sur la cessation d'exercice d'un membre de l'Ordre* qui devrait entrer en vigueur sous peu après son adoption par le gouvernement et sa publication à la Gazette officielle.

Si l'Ordre attache une grande importance à l'intérêt public, notamment en défendant la crédibilité et l'intégrité associées au titre de CMA, il ne néglige pas pour autant la qualité des services qu'il offre à ses membres. En effet, pour la deuxième année consécutive, le taux de satisfaction des membres et des candidats à l'égard du service à la clientèle de l'Ordre a continué de grimper en 2000, pour atteindre 79,8 %, niveau jamais atteint depuis quatre ans qu'il mesure une telle variable. Voilà de quoi nous encourager à redoubler d'efforts pour innover et nous dépasser.

Dépassement est sans doute aussi le mot qui convient pour les professionnels CMA qui se perfectionnent de plus en plus et qui accordent la plus haute importance à leur devoir déontologique. Ils ont été 1804 au cours de la dernière année à présenter volontairement un rapport de perfectionnement, soit un accroissement de 24 % par rapport à l'année précédente. Parmi les membres ayant soumis un rapport, 606, soit 66 % de plus que l'année précédente, ont satisfait à la norme privilégiée par l'Ordre, à savoir 120 heures de perfectionnement par cycle triennal.

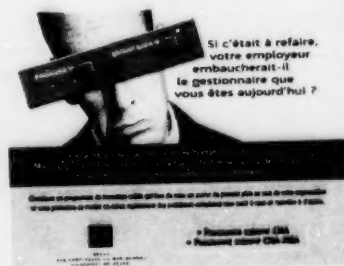
Les employeurs ne s'y trompent pas puisque la demande de CMA demeure très soutenue sur le marché, tant et si bien que le Service de placement de l'Ordre n'est pas en mesure de répondre à tous

les mandats qui lui sont confiés faute de candidats disponibles qui répondent aux exigences des employeurs. Avec un taux d'activité de 98 % chez les membres et de 95 % chez les candidats, les CMA sont en fait en situation de plein emploi. Le Service de placement est en quelque sorte victime du succès des CMA et c'est ainsi que le nombre de placements réalisés a chuté de plus de 50 % pour passer de 204 l'an dernier à 99 en 2000-2001.

Cette année fertile en initiatives réussies a néanmoins permis à l'Ordre de consolider sa situation financière grâce à une saine gestion budgétaire. Bien que la cotisation annuelle n'ait progressé qu'au rythme de l'inflation, l'accroissement des revenus a permis à l'Ordre de dégager un surplus et de garder le cap sur son objectif de constituer lentement mais sûrement un avoir représentant un trimestre d'activité, son coussin de sécurité en cas d'imprévus.

Enfin, l'Ordre a réalisé des économies relativement substantielles en prolongeant son bail et continuera donc d'occuper ses locaux au Centre de commerce mondial jusqu'en 2010. C'est dans cet esprit de continuité et de confiance que l'Ordre entreprend une nouvelle année, bien préparé aux défis qui l'attendent.

Michel Milot, CMA



Rapport des activités du Bureau et du Comité administratif

En vertu du Code des professions, le Bureau est chargé de l'administration générale des affaires de l'Ordre. Il doit veiller à l'application des dispositions du Code des professions et des règlements s'y rapportant. Le Bureau exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives de l'Ordre, sauf ceux qui sont du ressort de ses membres réunis en assemblée générale. De son côté, le Comité administratif veille à l'administration courante des affaires de l'Ordre et exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Bureau, sauf les pouvoirs que ce dernier doit exercer par règlement.



François Renauld, CMA,
président-directeur général
de l'Ordre et secrétaire du Bureau

Réunions en 2000-2001

Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2001, le Bureau de l'Ordre a tenu six réunions régulières. Le Comité administratif a, quant à lui, tenu douze réunions, dont une extraordinaire.

L'Ordre est guidé par un plan stratégique visant à concrétiser sa vision et sa mission. Ses objectifs consistent à affirmer le caractère distinctif du titre de comptable en management accrédité, à favoriser le perfectionnement continu des compétences des CMA, à accroître leur notoriété, à stimuler la demande sur le marché, à augmenter son effectif et à exceller sur le plan opérationnel. C'est à l'intérieur de ces paramètres que l'Ordre a situé son action au cours de la dernière année.

La mise en place des nouvelles composantes du processus de formation et d'accréditation, la poursuite de la croissance de l'effectif, l'accélération du virage technologique et le rayonnement accru ont été les principaux fils conducteurs, comme en témoignent les sujets qui ont retenu l'attention du Bureau et du Comité administratif au cours des derniers mois :

- mise en place du nouvel Examen national d'admission CMA qui permet de vérifier de façon encore plus adéquate les connaissances techniques acquises par les candidats à l'université et de mesurer leurs aptitudes sur les plans de

l'intégration, du jugement, de l'analyse, de la réflexion stratégique et de la communication, en vue de leur admission au Programme de leadership stratégique CMA;

- mise en œuvre du nouveau Programme de leadership stratégique CMA et établissement d'un processus d'amélioration continue dudit programme, afin de préparer les futurs CMA à exercer un rôle de leadership dans le domaine de la gestion financière et stratégique;
 - lancement du programme national d'accréditation des programmes universitaires en sciences comptables destiné à faire des institutions universitaires des partenaires à part entière de la formation des CMA. Selon cette approche innovatrice dans l'univers comptable, CMA Canada confie aux institutions formatrices la responsabilité de vérifier le niveau de connaissances de leurs étudiants et les encourage à viser l'excellence dans l'enseignement et la recherche en matière de comptabilité de management;
 - transformation et repositionnement des programmes exécutifs CMA de l'Ordre, ajout d'un quatrième partenaire, l'Université du Québec à Hull, et mise en place d'un nouveau Programme exécutif CMA-MBA à l'Université Laval, à compter de l'automne 2001;
 - passage du site Web de l'Ordre du mode informationnel au mode transactionnel et mise en place du commerce électronique avec diverses applications destinées aux membres, aux candidats et aux employeurs (dossier personnalisé annuel, Service de placement, programmes exécutifs CMA et CMA-MBA, etc.);
 - maintien d'une position dominante sur le marché et au sein de CMA Canada, avec un taux de progression nette de l'effectif de 6 %;
 - correction de la fameuse erreur législative concernant le titre de CMC avec l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi n° 87 en juin 2000. Après sept ans d'efforts acharnés, l'Ordre a réussi à convaincre le législateur de corriger une erreur qui privait autant les CMA que des milliers d'autres professionnels québécois de la possibilité de s'afficher en tant que conseillers en management;
 - engagement de plusieurs poursuites judiciaires pour usurpation du titre de CMA.
- D'autres sujets ont également figuré à l'ordre du jour, notamment la poursuite des travaux de mise à jour du système professionnel québécois entreprise à l'automne 1999, de même que plusieurs consultations de l'Office des professions et du Conseil interprofessionnel du Québec. En collaboration avec ses partenaires du reste du Canada, l'Ordre a également poursuivi l'implantation des diverses initiatives reliées au plan stratégique de CMA Canada, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des nouvelles composantes du processus d'accréditation ou de la transformation des processus d'affaires.

Plusieurs décisions ont aussi été prises en ce qui concerne les affaires professionnelles, les affaires publiques, l'accès à la profession, les affaires administratives, ainsi que les relations avec CMA Canada. Voici d'ailleurs les principales résolutions et positions adoptées au cours de l'année 2000-2001 au regard de ces cinq volets :

Affaires professionnelles

- Signature d'un protocole d'entente avec l'Université du Québec à Hull (UQAH) relatif à la création d'un Programme exécutif CMA qui sera offert en français et en anglais dans la région de l'Outaouais à compter de l'automne 2001.
- Adoption d'un amendement au protocole d'entente avec l'Université de Sherbrooke portant sur la diffusion du Programme de leadership stratégique CMA dans le cadre du programme de maîtrise en administration des affaires (MBA). Les modifications que les deux parties ont convenu d'apporter au protocole signé en 1999 prévoient que les candidats du programme en question peuvent s'inscrire au Module 7 (Rapport au conseil d'administration) du Programme de leadership stratégique CMA aussitôt qu'ils ont reçu leur diplôme de deuxième cycle universitaire, c'est-à-dire immédiatement après avoir terminé le deuxième bloc du programme de MBA.
- Adoption d'une entente de partenariat avec l'Institut du commerce électronique concernant le programme de formation et de certification de l'Institut. L'entente vise également à associer l'Institut aux divers projets de la Chaire internationale CMA d'étude des processus d'affaires, plus particulièrement ceux concernant les processus d'affaires liés au commerce électronique.
- Dénonciation de la conduite et des propos du juge Jean-Guy Boilard, juge de la Cour supérieure du Québec, dans une affaire d'appel sur sentence entendue le 18 avril 2000. Cette affaire mettait en cause l'Ordre contre M. Richard Rogers précédemment reconnu coupable d'usurpation du titre de CMA. À l'initiative de l'Ordre, l'affaire Boilard a amené l'ensemble des ordres professionnels, sous le leadership du Conseil interprofessionnel du Québec, à se mobiliser en faveur de la protection du public et de la défense du système professionnel québécois.
- Adoption par le Bureau d'un projet de Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation et sur la cessation d'exercice d'un membre de l'Ordre.
- Entrée en vigueur d'un Règlement modifiant le Code de déontologie des CMA préalablement adopté par le Bureau en juin 1999.

- Avis à l'Office des professions du Québec dans le cadre de diverses consultations, notamment sur :
 - le titre de l'Ordre des conseillers en relations industrielles du Québec (dans ce dossier, l'Ordre a donné son appui à la demande d'ajout du titre de conseiller en ressources humaines agréé);
 - l'exercice d'une profession en société, projet visant à ajouter aux modes actuels d'exercice permis par le Code des professions (pratique à son compte et pratique en société en nom collectif) deux autres modes d'exercice, à savoir la société en nom collectif à responsabilité limitée et la société par actions;
 - l'allègement de la réglementation professionnelle et de son processus;
 - l'amélioration du rendement des mécanismes de contrôle : l'inspection professionnelle et la discipline;
 - les bénéfices nets du système professionnel québécois;
 - la féminisation de la désignation d'ordres professionnels et des titres réservés;
 - la reconnaissance professionnelle des géologues et des géophysiciens.
- Représentations de l'Ordre auprès de l'Office des professions du Québec



1. Le comité administratif 2000-2001 : dans l'ordre habituel, Jacques Côté, CMA, Andrée Perreault, CMA, Michel Milot, CMA, François Renaud, CMA, et Daniel Zbacnik, CMA. Claude Masson, administrateur nommé par l'Office des professions du Québec, qui en fait aussi partie, n'apparaît pas sur la photo.



2. Officialisation d'un nouveau partenariat avec l'Université du Québec à Hull

sur les conditions d'accès à la profession comptable et sur la qualité de l'information diffusée au public par certains ordres professionnels.

- Représentations auprès du gouvernement fédéral sur le projet de loi C-22, *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*.
- Intervention de l'Ordre auprès de la Société d'habitation du Québec dans le but de mettre fin à une pratique d'affichage de postes et d'embauche d'apparence discriminatoire à l'égard des CMA.
- Représentations sur l'Accord de commerce et la mobilité professionnelle.
- Avis au Conseil interprofessionnel du Québec dans le cadre de diverses consultations, notamment sur :
 - le projet de loi n° 122 relatif à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels;
 - le secret professionnel et la sécurité des personnes;
 - les règlements généraux du C.I.Q. et une politique d'intervention;

- la formule de contribution financière du C.I.Q.;
- le plan d'action et les propositions budgétaires 2001-2002.
- Engagement de diverses poursuites devant la Cour du Québec, pour usurpation du titre de CMA, avec réclamation des pénalités prévues par la Loi. Les poursuites en question concernent les personnes suivantes :
 - Robert Tessier
 - Feroz Perdasi
 - Richard Rogers
 - Francine Payer
 - Walter Shaw
 - Pascale Vallières
- Examen et prise de position relative à des infractions criminelles ou à des décisions disciplinaires concernant deux membres et un candidat à la profession, au regard des articles 45, 45.1 et 55.1 du Code des professions.
- Approbation du Programme de surveillance générale de la profession de comptable en management accrédité pour l'année 2000-2001 et de 34 rapports de visites d'inspection professionnelle.
- Nomination de monsieur François Ménard, CMA, en tant qu'expert dans un dossier de plainte du syndic adjoint de l'Ordre (dossier n° S-124).
- Mise en candidature de monsieur Gilles Cossette, CMA, au prix Mérite du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 2000-2001.
- Mise en candidature de deux membres CMA québécois au titre de Fellow (FCMA) pour l'année 2001.
- Mise en candidature d'une entreprise québécoise au Prix national de reconnaissance (2001) attribué par CMA Canada.

Affaires publiques

- Déploiement d'un plan de communication entourant l'adoption du projet de loi n° 87 par l'Assemblée nationale, le 14 juin 2000. Ce projet de loi a permis de corriger la fameuse erreur législative concernant le titre de CMC et de mettre ainsi un point final à une saga qui aura duré sept ans.
- Adoption d'un Programme de prix d'excellence relatif au processus d'accréditation CMA. Ce programme comporte les Grands prix à l'Examen national d'admission, les Prix Fernand-Cloutier et le Prix Synerma.
- Signature d'un protocole d'entente entre l'Ordre et Meloche Monnex relative au régime d'assurance-habitation, automobile, voyage et micro-entreprise; le nouveau protocole, d'une durée de cinq ans, est assorti d'engagements financiers de Meloche Monnex envers l'Ordre.

- Participation au Conseil des gouverneurs du Mouvement québécois de la qualité et aux travaux du Jury des Grands Prix québécois de la qualité – édition 2000.
- Maintien de la compétition provinciale InteraCtion ManAgement pour une deuxième année, en partenariat avec la Chambre de commerce du Québec.
- Enrichissement de la gamme d'outils promotionnels visant la clientèle étudiante, notamment grâce à une entente de partenariat conclue avec les Éditions Septembre qui a valu à l'Ordre de collaborer étroitement à la réalisation du numéro de *Métiers en direct* consacré à l'administration. Par ailleurs, la brochure *Incomparable* a été entièrement refondue et elle a inspiré la création d'un nouvel outil plus souple, destiné à une large diffusion, qui a d'ailleurs été encarté dans *Métiers en direct*.
- Remise de 10 bourses d'excellence de 1000 \$ chacune, dans le cadre du Programme provincial de bourses d'études de premier cycle universitaire, à :
 - Pierre-Julien Tremblay, École des Hautes Études Commerciales
 - Yannick Perreault, Université de Sherbrooke
 - Carl Perron, Université du Québec à Chicoutimi
 - Matthieu Lacroix, Université du Québec à Montréal
 - Caroline Turcotte, Université du Québec à Rimouski
 - Dany Hamel, Université du Québec à Rimouski, Campus de Lévis
 - Marie-Anick Therrien, Université du Québec à Trois-Rivières
 - Édith Rocheleau, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
 - Mélanie Auger, Université Laval
- Remise de 2 bourses d'excellence de 500 \$ chacune, dans le cadre du Programme provincial de bourses d'études de premier cycle universitaire, à :
 - Irène Imbeau, Université d'Ottawa
 - Zoé Tourigny, Université d'Ottawa
- Adoption du calendrier triennal 2001-2003 des grands événements de l'Ordre (Assemblée générale annuelle, Gala Reconnaissance et Remise des diplômes CMA).
- Onzième édition des Rendez-vous CMA auxquels ont participé 66 entreprises et 294 candidats à la profession; ces rendez-vous ont permis à 43 finissants universitaires se dirigeant vers la profession de CMA de se trouver un emploi.
- Participation de l'Ordre à la consultation des gouvernements du Québec et du Canada dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services, le 11 octobre 2000.
- Participation des représentants de l'Ordre à divers événements :
 - Dîner annuel du Conseil des Fellows (FCMA), le 19 mai 2000;



L'équipe mixte des universités Concordia et McGill qui a remporté la palme de la compétition InteraCtion ManAgement

- Dîner annuel des diplômés de l'Université Laval – Section de Montréal, le 26 mai 2000;
- Déjeuner-gala des Grands Prix québécois de la qualité, le 21 septembre 2000;
- Colloque conjoint de l'International Federation of Accountants et de CMA Canada – Toronto, le 2 octobre 2000;
- Congrès annuel de l'Association de planification fiscale et financière, les 5 et 6 octobre 2000;
- Colloque « Cap sur la croissance » organisé conjointement par la Chambre de commerce de l'Est de Montréal et la Section de Montréal de l'Ordre des CMA, le 24 octobre 2000;
- Colloque de la Société canadienne des directeurs d'association sur la croissance des associations, le 23 janvier 2001;
- Dîner de l'Association des analystes financiers de Montréal avec monsieur David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada, le 20 mars 2001.
- Participation de l'Ordre à deux salons d'affaires :
 - Salon Éducation/formation, du 12 au 15 octobre 2000;
 - Salon Banque/Finances/Assurances de Montréal, les 12 et 13 mars 2001.
- Activités de la Chambre de commerce du Québec et de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.
- Congrès, colloques et symposiums reliés à la pratique professionnelle.
- Lancements, manifestations et autres activités organisés par les milieux universitaire et professionnel et le monde des affaires.

Accès à la profession

- Attribution de 358 nouveaux permis de CMA.
- Radiation de 60 personnes du Tableau des membres de l'Ordre pour renonciation au titre ou défaut de paiement de la cotisation 2000-2001.
- Adoption de diverses résolutions relatives au Tableau des membres et à des changements de statut (réinscription, transfert, retraite, etc.).
- Approbation des résultats des candidats et candidates immatriculés à l'Examen national d'admission de juin 2000.
- Visite de six universités dans le cadre du programme national d'accréditation des programmes universitaires de CMA Canada.
- Accréditation de huit programmes universitaires par CMA Canada, dont quatre programmes de premier cycle associés au cheminement régulier et quatre programmes de deuxième cycle associés au cheminement exécutif. Il s'agit des programmes suivants :

Cheminement régulier

École des Hautes Études Commerciales

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité professionnelle – filière CMA

Université de Sherbrooke

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité de management

Université du Québec à Trois-Rivières

Baccalauréat en sciences comptables – cheminement CMA

Université Laval

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité professionnelle – cheminement CMA



Cheminement exécutif

John Molson School of Business Concordia University

Graduate Certificate in Management Accounting

Université du Québec à Hull

Diplôme d'études supérieures spécialisées – DESS exécutif CMA

Université du Québec à Montréal

Diplôme d'études supérieures spécialisées en comptabilité de management

Université Laval

Diplôme en comptabilité de management – 2^e cycle

- Radiation de M. Louis Picotte, candidat à la profession, qui a contrevenu à certaines règles déontologiques de l'Ordre et a commis diverses fautes civiles; l'Ordre a fondé sa décision sur l'obligation qu'il a de protéger le public, conformément aux dispositions de l'article 23 du Code des professions.
- Choix de monsieur Raymond Royer, président et chef de la direction de Domtar Inc., en tant que président d'honneur de la Remise des diplômes CMA 2001.

Affaires administratives

- Élection du président du Bureau et des membres du Comité administratif et nominations aux divers comités statutaires de l'Ordre.
- Nomination des banquiers de l'Ordre pour l'année 2000-2001.
- Approbation de la cotisation annuelle des membres (610 \$) et de celle des étudiants (125 \$) et établissement de l'échéance (1^{er} février 2001) pour le paiement de la cotisation 2001-2002.
- Adoption d'un budget révisé pour l'année 2000-2001 prévoyant un surplus d'exploitation de l'ordre de 103 000 \$ et approbation d'un budget révisé d'immobilisations de 426 500 \$ pour l'année 2000-2001 et d'un budget d'immobilisa-



Les récipiendaires de trophées Myosotis honorés lors du Gala reconnaissance en juin 2000

tions de 215 000 \$ pour l'année 2001-2002.

- Approbation d'une réduction de 50 % de la cotisation annuelle, en vertu de la politique d'allègement de la cotisation à l'intention de diverses catégories de membres. Une telle réduction a été consentie à 39 membres au cours de l'année 2000-2001.
- Prolongement du bail du siège social de l'Ordre jusqu'au 31 décembre 2010, avec droit d'option sur des locaux additionnels au cours de la période en question; les négociations menées dans le cadre de cette opération ont permis à l'Ordre de réaliser des économies de près de 170 000 \$.
- Consultation des membres du Conseil régional de l'Abitibi-Témiscamingue quant à l'opportunité de maintenir une structure de Conseil régional.
- Création d'un Comité responsable de la liaison entre le Bureau et les sections/conseils régionaux ayant pour objet de favoriser les communications entre les représentants de l'Ordre en région et les membres du Bureau, en plus d'apporter un plus grand soutien aux membres des sections/conseils régionaux.

- Implantation d'un tableau de bord à l'intention des sections/conseils régionaux destiné à favoriser une plus grande concertation des ressources autour des objectifs stratégiques de l'Ordre.
- Approbation des plans d'affaires des sections/conseils régionaux et des crédits budgétaires pour l'année 2000-2001.
- Révision de la Politique de remboursement des frais de déplacement des bénévoles et employés de l'Ordre, faisant passer l'allocation par kilomètre de 0,30 \$ à 0,35 \$; une surprime de 0,05 \$ a également été ajoutée à l'allocation dans les cas de covoiturage, afin d'encourager cette formule de déplacement.
- Adoption du rapport du Groupe de travail sur le Gala Reconnaissance CMA créé par le Bureau et qui avait pour mandat d'étudier la problématique relative à la faible participation au Gala Reconnaissance de l'Ordre, et d'identifier une ou des pistes de solution de nature à accroître la participation à l'événement annuel. Dans son rapport, le Groupe de travail se dit d'avis qu'il convient de maintenir la formule actuelle à savoir, jumeler le Gala Reconnaissance avec la Classique de golf CMA et l'Assemblée générale annuelle, tout en assurant l'alternance entre les principales régions du Québec. Il a été convenu qu'après le Gala qui a lieu cette année au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le niveau de participation soit réévalué et que pour l'avenir soit examinée l'opportunité de jumeler le Gala Reconnaissance à une journée annuelle de perfectionnement professionnel.
- Approbation du Dossier personnalisé 2001, dans ses versions française et anglaise. Pour la première fois cette année, le dossier pouvait également être rempli en ligne par les membres et les candidats à la profession.
- Nomination de six scrutateurs pour les élections du Bureau de l'Ordre pour l'année 2001-2002, conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des professions et aux règlements de l'Ordre.
- Adoption du Plan stratégique triennal de développement de l'Ordre et du scénario budgétaire triennal pour la période 2001-2004.
- Adoption des objectifs du Tableau de bord pour l'année 2001-2002.
- Adoption des prévisions budgétaires pour l'année 2001-2002, assorties d'un objectif de surplus budgétaire de l'ordre de 117 000 \$.

Relations avec CMA Canada

- Prises de position sur certains points à l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration de CMA Canada et du Conseil national d'accréditation.
- Participation active aux travaux entourant la transformation des processus d'affaires de CMA Canada.

- Participation aux travaux et aux orientations de la Chaire internationale CMA d'étude des processus d'affaires de l'École des Hautes Études Commerciales.
- Mise en place d'un processus d'amélioration continue du Programme de leadership stratégique CMA, de concert avec CMA Canada.
- Collaboration à la création du Conseil national d'accréditation et à la définition de son mandat et de ses modes de fonctionnement.
- Transmission de divers avis ou prises de position relatifs aux questions suivantes :
 - processus d'accréditation des programmes universitaires en sciences comptables par CMA Canada;
 - magazine CMA Management;
 - recrutement ciblé et reconnaissance des acquis de cadres en exercice désireux d'accéder au titre de CMA.
- Diverses représentations relatives aux questions suivantes :
 - technologies de l'information;
 - qualité du matériel français produit par CMA Canada;
 - mesures de performance;
 - plan d'affaires et budget pour l'année 2000-2001.

Le président-directeur général et secrétaire,

François Renauld, CMA

Inspection professionnelle

Au cours de l'exercice 2000-2001, des démarches auprès de 77 membres qui ont déclaré exercer leur profession en cabinet ont été effectuées afin de confirmer des visites d'inspection. De ce nombre, 34 membres CMA ont reçu la visite d'un inspecteur de l'Ordre dans le cadre de la dixième édition de son Programme annuel de surveillance générale. Il s'agit d'une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Surveiller l'exercice de la profession, notamment en procédant à la vérification des dossiers, livres, registres, appareils et équipements des membres CMA, voilà la mission dévolue au Comité d'inspection professionnelle en vertu des dispositions du Code des professions. Le Programme annuel de surveillance générale a pour but de maintenir les standards élevés de la profession, ce qui permet à l'Ordre de s'assurer que ses membres offrent des services de la plus haute qualité au public.

Plus précisément, les huit inspecteurs de l'Ordre ont rencontré 19 membres dans la Section de Montréal durant l'année 2000-2001, sept dans la Section de Québec, deux au Saguenay-Lac-Saint-Jean, deux dans le Centre-Québec, trois dans l'Outaouais et, nouveauté cette année, un dans l'Est du Québec. L'Ordre a pris soin de sélectionner les membres inspectés sur les bases d'une ventilation régionale et d'un éventail de mandats représentatif de l'ensemble de la profession.

L'Ordre a aussi privilégié d'autres critères de sélection. Il a donné préséance aux membres exerçant en cabinet de consultation à leur propre compte, aux membres n'ayant pas d'affiliation à d'autres groupes de comptables et n'ayant pas déjà été soumis à une inspection professionnelle et aux membres qui sont en cabinet depuis un peu plus d'un an. Pour la troisième année, l'Ordre a en outre poursuivi l'inspection des membres exerçant en cabinet à titre de salariés, ce qui lui a permis de constater cette année encore que ceux-ci bénéficient d'un encadrement hors pair.

Les inspecteurs ont rencontré des membres exerçant en pratique privée à temps plein de même qu'à temps partiel. Une proportion de 42 % des CMA œuvrant à temps plein et de 25 % de ceux travaillant à temps partiel ont réussi leur inspection sans suivi additionnel. Les autres membres CMA ont dû faire l'objet d'un suivi et de l'encadrement des inspecteurs afin d'améliorer leur pratique et ainsi de répondre aux normes de compétences de la profession. Encore une fois, les commentaires des membres inspectés ont été positifs, ce qui confirme l'approche constructive et proactive de l'Ordre en cette matière. Les membres inspectés se sont notamment montrés très ouverts face aux recommandations, suggestions et conseils prodigués par les inspecteurs de l'Ordre, reconnaissant volontiers qu'une telle démarche ne peut qu'améliorer leur pratique.

Des 34 visites d'inspection effectuées au cours de l'exercice 2000-2001, neuf se sont déroulées dans le cadre du Plan quinquennal de surveillance mis de l'avant par l'Ordre en 1995-1996. Ce plan vise à faire en sorte que tous les membres CMA soient inspectés une fois tous les cinq ans. Cinq de ces membres inspectés ont réussi, cinq ans plus tard, cette seconde visite en démontrant qu'ils avaient maintenu, voire accru, le niveau des normes de compétences. Ce résultat est d'autant plus significatif que l'Ordre se montre plus critique dans le cadre d'une seconde visite d'inspection, particulièrement au chapitre des normes de présentation et de tenue des dossiers. Essentiellement, les inspecteurs s'attendent à ce que les lacunes observées lors de la première visite aient été corrigées. De plus, l'activité de formation sur la tenue des dossiers et la préparation des états financiers continue d'être actualisée afin de s'adapter aux besoins des CMA en cabinet de consultation. En juin 2000, l'Ordre a d'ailleurs tenu deux journées de formation, l'une à Montréal et l'autre à Québec.

Soulignons par ailleurs que le Comité a poursuivi cette année la révision de ses outils d'inspection, notamment en améliorant et en simplifiant les outils utilisés par les inspecteurs afin de fournir une réponse encore plus rapide aux membres inspectés.

Dans le but d'assurer la continuité et la relève au sein du Comité, ce dernier a accueilli deux nouveaux inspecteurs. Comme le prévoient les politiques du Comité, ces derniers ont bénéficié d'un encadrement particulier, soit une formation sur mesure ainsi qu'un parrainage à l'occasion de leur première visite et ce, afin d'assurer l'uniformité de la démarche d'inspection.

La présidente du Comité d'inspection professionnelle,

Josée De La Durantaye, CMA

Rapport des comités

Révision

Le Comité de révision est chargé de donner un avis relativement à la décision du syndic de ne pas porter une plainte à toute personne qui le lui demande et qui a demandé au syndic la tenue d'une enquête. Le Comité est composé de Maryse Beaudin-Charbonneau, FCMA, Jacques Bisson, CMA, Normand Choinière, Suzanne Couët et Louiselle Paquin, FCMA. Me Sylvie Lavallée agit à titre de secrétaire du Comité.

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Comité n'a été saisi d'aucune demande de révision.

La secrétaire du Comité de révision,

Me Sylvie Lavallée

Discipline

Le Comité de discipline est saisi de toute plainte formulée contre un professionnel ou une personne qui a été membre de l'Ordre pour une infraction aux dispositions du Code des professions et aux règlements de l'Ordre commise alors qu'elle était membre. Le Comité est présidé par M^{re} Carole Marsot, qui a succédé à M^{re} Guy Marcotte le 22 novembre 2000, et est composé de Claude Gaffiero, FCMA, Jacques Lévesque, FCMA et Gérald Houle, CMA. M^{re} Sylvie Lavallée agit à titre de secrétaire du Comité.

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Comité de discipline a déclaré coupable un intimé pour avoir détourné à son profit une somme de 450 000 \$ de son employeur, avoir falsifié des documents et des registres comptables, avoir fait une fausse déclaration à son employeur, avoir omis d'informer ce dernier de toute erreur préjudiciable commise dans l'exercice de sa profession de même que d'actes illégaux connus et avoir tenté de se soustraire à ses responsabilités civiles et personnelles. Le Comité a ordonné la radiation permanente de l'intimé du Tableau des membres et l'a condamné au paiement des déboursés.

Le Comité a également reconnu la culpabilité d'une intimée pour avoir fait défaut de signaler à l'Ordre le fait d'entrer en pratique privée et de souscrire une assurance responsabilité professionnelle, avoir manqué de diligence dans la rédaction et la présentation d'états financiers et fait défaut de se conformer aux normes généralement admises et aux données acquises de la science comptable. Le Comité a condamné l'intimée à payer une amende totale de 1200 \$ et les déboursés, a prononcé une réprimande, a ordonné une radiation temporaire de l'intimée de six mois du Tableau des membres et a recommandé au Bureau de l'Ordre d'obliger l'intimée à faire un stage ou à suivre un cours de perfectionnement.

Le Comité a été saisi d'une plainte reprochant à l'intimé d'avoir incité et consenti à ce qu'un employé falsifie sa feuille de temps. Le Comité a aussi été saisi de deux plaintes reprochant à l'intimé d'avoir offert à une cliente d'utiliser sa marge de crédit pour ses besoins financiers, d'avoir continué d'œuvrer dans un dossier malgré le retrait de son mandat et d'avoir agi de façon dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession en ayant retourné au syndic-adjoint une plainte disciplinaire qui venait de lui être signifiée par huissier. L'audition de ces trois plaintes est prévue pour le mois de mai 2001.

La présidente du Comité,

Me Carole Marsot

Syndic

Au cours de l'année 2000-2001, le bureau du Syndic a traité 17 dossiers. Ces dossiers se répartissent comme suit :

Plaintes relatives à la déontologie déposées contre les membres auprès du Syndic

	2000-2001	1999-2000
• Dossiers reportés de l'an dernier	7	4
• Nouveaux dossiers	10	14
Total des dossiers reçus	17	18
• Plaintes déposées devant le Comité de discipline	3	1
• Dossiers réglés	5	10
• Dossiers reportés à l'an prochain	9	7
Total des dossiers traités	17	18

En plus des dossiers recensés ci-dessus, le bureau du Syndic a reçu des demandes de renseignements sur la déontologie, la publicité et la pratique professionnelle des membres CMA.

Le Syndic,

Gilles Cossette, CMA

Tableau des membres et renseignements divers

Les membres

Au 31 mars 2001, l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec comptait 5 047 membres, soit 284 (6,0 %) membres de plus qu'en début d'année. L'effectif a progressé comme suit :

	2000-2001	1999-2000
Effectif au début de l'année	4 763	4 482
Inscriptions au Tableau des membres		
Nouveaux permis	358	380
Membres venant de l'extérieur du Québec	4	2
Réinscriptions de membres	12 374	15 397
Radiations du Tableau des membres		
Décès	(5)	(11)
Démissions	(30)	(34)
Non-paiement de la cotisation annuelle	(42)	(58)
Transferts à l'extérieur du Québec	(13)	(13)
Effectif à la fin de l'année	5 047*	4 763*

Répartition de l'effectif par régions	2000-2001		1999-2000	
	Pourcentage %	Nombre	Pourcentage %	Nombre
Québec (Québec, Gaspésie, Côte Nord, Bas-Saint-Laurent, Nouveau-Québec)	17,4	877	17,4	828
Centre-Québec	6,1	307	5,9	281
Estrie	3,7	185	3,8	181
Montréal (Montréal, Nord-Ouest)	60,7	3 067	60,6	2 888
Outaouais	4,6	232	4,4	211
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,0	149	3,2	150
Hors province	4,5	230	4,7	224
Total des membres	100,0	5 047	100,0	4 763

Répartition de l'effectif selon le sexe	2000-2001		1999-2000	
	Pourcentage %	Nombre	Pourcentage %	Nombre
Hommes	65,5	3 308	66,8	3 180
Femmes	34,5	1 739	33,2	1 583
	100,0	5 047	100,0	4 763

* L'effectif au 31 mars 2001 comprend cinq détenteurs de permis temporaires délivrés en vertu de l'article 37 de la Charte de la langue française, alors qu'au 31 mars 2000, il en comprenait quatre. L'effectif comprend également deux détenteurs de permis restrictifs délivrés en vertu de l'article 40 de la Charte de la langue française, soit le même nombre qu'au 31 mars 2000.

Les candidats à la profession de CMA

Un total de 2 105 candidats à la profession étaient immatriculés à l'Ordre au 31 mars 2001, soit une diminution nette de 24 (1,1 %) par rapport au début de l'année. La variation de l'effectif s'établit comme suit :

	2000-2001	1999-2000
Effectif au début de l'année	2 129	2 266
Inscriptions au Tableau des candidats		
Recrutement de nouveaux candidats	519	458
Réinscriptions de candidats	46	43
Candidats venant de l'extérieur du Québec	8 573	7 508
Radiations du Tableau des candidats		
Admissions à titre de CMA	(358)	(380)
Démissions	(61)	(2)
Non-paiement de la cotisation annuelle	(167)	(251)
Transferts à l'extérieur du Québec	(11)	(12)
Effectif à la fin de l'année	2 105	2 129

Évolution du nombre de membres et de candidats à la profession de CMA

	Membres réguliers	Membres généraux	Candidats	Total
1996	3 573	22	2 515	6 110
1997	3 911	18	2 386	6 315
1998	4 201	13	2 351	6 565
1999	4 482	13	2 266	6 761
2000	4 763	8	2 129	6 900
2001	5 047	8	2 105	7 160

Cotisation annuelle pour l'année se terminant le 31 mars 2001

Membre régulier	600 \$
Membre en situation particulière (professeur, étudiant à plein temps, en maladie prolongée, se consacrant à sa famille, sans emploi)	300 \$
Membre résidant à l'extérieur du Canada	540 \$
Membre en pratique privée	700 \$
Membre à la retraite	125 \$
Candidat immatriculé	125 \$
Stagiaire	300 \$
Candidat senior	450 \$

La date de versement de la cotisation était le 1^{er} février 2000.

Évolution de l'avoir des membres CMA

	Avoir des membres (000 \$)	Avoir en proportion des revenus annuels (%)
Exercice		
1994-1995	259,9	6,6
1995-1996	344,4	7,7
1996-1997	352,9	7,6
1997-1998	374,6	7,9
1998-1999	488,2	9,6
1999-2000	607,6	11,2
2000-2001	712,9	12,8

Bureau et comités

Bureau 2000-2001

Comité administratif

Michel Milot, CMA
Président du Bureau
François Renaud, CMA
Président-directeur général
et secrétaire
Andrée Perreault, CMA
Vice-présidente
Jacques Côté, CMA
Trésorier
Daniel Zbacnik, CMA
Administrateur élu
Claude Masson
Administrateur nommé
par l'Office des professions
du Québec

Autres administrateurs

Michel Breton, CMA
Josée De La Durantaye, CMA
Dominique Derome, CMA
Mario Gamelin, CMA
(jusqu'au 19 septembre 2000)
René Garneau, FCMA
Steve Gaudet, CMA
Johanne Jacques, CMA
Luc Laurendeau, CMA
Raymond Morissette, CMA
Richard Morrisseau, CMA
Gilles Paré, CMA
Jean Pellerin, CMA
Serge Poulin, CMA
Pierre Prud'homme, CMA
(à compter du 18 novembre 2000)
Sylvie Raymond, CMA
Michel Tardif, CMA
Claire Thériault, CMA

Administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec

Normand Choinière
Suzanne Couët
Marie-Paule Talbot-Biron

Présidents des sections et conseils régionaux

Abitibi-Témiscamingue
Guylaine Dubé, CMA
Centre-Québec
Ken St-Jacques, CMA
Est du Québec
Luc Laurendeau, CMA
Estrie
Serge Poulin, CMA
Montréal
Richard Morrisseau, CMA
Outaouais
François Villeneuve, CMA
Québec
François Chouinard, CMA
Saguenay-Lac-Saint-Jean
Martin Bourret, CMA

Comité responsable de la liaison avec les sections/ conseils régionaux

Abitibi-Témiscamingue
et Montréal
Andrée Perreault, CMA
Centre-Québec
René Garneau, FCMA
Est du Québec
Luc Laurendeau, CMA
Estrie et Outaouais
Jacques Côté, CMA
Québec
Michel Tardif, CMA
Saguenay-Lac-Saint-Jean
Jean Pellerin, CMA

Comités permanents et groupes de travail

Comité de coordination des élections au Bureau

Michel Milot, CMA
Président
François Renaud, CMA
Secrétaire

Comité de discipline

M^r Guy Marcotte
(jusqu'en novembre 2000)
Président
M^r Carole Marsot
(à compter de novembre 2000)
Présidente
Claude Gaffier, FCMA
Gérald Houle, CMA
Jacques Lévesque, FCMA
M^r Sylvie Lavallée
Secrétaire

Comité de formation et d'accréditation

Claude Laurin, CMA
Président
Mario Côté, CMA
Vice-président
Yves Pelletier, Adm.A., CRHA
Secrétaire

Représentants des
sections/conseils
Marie-Josée Amyot, CMA
Annie Blanchard, CMA
Marie-Josée Caron, CMA
Linda Laverdière, CMA
Réal Morrisseau, CMA
Serge Samoisette, CMA
Louise Villemure, CMA

Représentants des universités
Fodil Adjaoud, CMA
Hélène Bergeron
Robert Crevier
Donald Drury, CMA
Francine Gélinas
Rachid Khali, CMA
Paul-Victor Paré, CMA
Ronald Plante
Gilles Poirier, CMA
Wendy Roscoe
Robert Schenk, CMA

Comité de la formation

Membres de l'Ordre :
Claude Laurin, CMA
Daniel Zbacnik, CMA

Membres de la Conférence
des recteurs et des principaux
des universités du Québec :
(non désignés)

Membre nommé par le ministre
de l'Éducation : (non désigné)

Comité de révision

Maysee Beaudin-Charbonneau,
FCMA
Jacques Bisson, CMA
Normand Choinière
Administrateur nommé
Suzanne Couët
Administratrice nommée
Louise Paquin, FCMA
M^r Sylvie Lavallée
Secrétaire

Comité des ressources

Johanne Jacques, CMA
Présidente
Raymond Morissette, CMA
Vice-président
Jacques Côté, CMA
Trésorier
Jean-François Lasnier, CMA
Secrétaire
Dominique Derome, CMA

Comité d'inspection professionnelle

Josée De La Durantaye, CMA
Présidente
Réjean Champagne, CMA
Vice-président
François Le May
Secrétaire
Annick Gariépy, CMA
Agnès Kane, CMA
Yves A. Ménard, CMA
Éric Roberge, CMA
Martin Taillon, CMA
Tony Waked, CMA

Conseil des Fellows

René Garneau, FCMA
Président
Claude Gaffier, FCMA
Vice-président
Marielle Hébert, FCMA

Conseil d'orientation de l'Observatoire CMA des pratiques en comptabilité de management

Pierre-Jean Dion, FCMA
Président
Jeanne Dubé
Secrétaire
Hugues Boisvert, FCMA
Denis Dessureault, CMA
Jacques Fortin, CMA
Diane Gravel, CMA
Jocelyne Huppé, CMA
Claude Laurin, CMA
Michel Milot, CMA
Louise Paquin, FCMA

Yves Pelletier, Adm.A., CRHA
François Renaud, CMA

Comité directeur de la compétition InteraCtion ManAgement

Daniel Zbacnik, CMA
Président
Dominique Derome, CMA
Vice-présidente
Jeanne Dubé
Secrétaire
Diane Dubord
Francine Gélinas
Raymond Morissette, CMA

Jury du Gala Reconnaissance CMA 2000

Madeleine Baril
Alphonse M. Galluccio, CMA
Andrée Perreault, CMA

Syndic

Gilles Cossette, CMA
Syndic
Luc Godin, CMA
Syndic adjoint

Membres des comités nationaux et interprofessionnels

Délégué au conseil d'administration de La Société des comptables en management du Canada

Michel Milot, CMA
Autres représentants
John W. Babiak, FCMA
Michael dos Santos, CMA
Sylvain Dubé, FCMA
Daniel Zbacnik, CMA

Délégués au Conseil national d'accréditation de La Société des comptables en management du Canada

Claude Laurin, CMA
Raymond Morissette, CMA

Délégué au Conseil inter- professionnel du Québec

François Renaud, CMA

Personnel permanent

François Renaud, CMA
Président-directeur général
Jeanne Dubé
Directrice, Affaires publiques
et marketing
Jean-François Lasnier, CMA
Directeur, Services administratifs
Francine Pharand, MBA, CMC
Directrice, Formation et qualité
(jusqu'au 1^{er} décembre 2000)
Yves Pelletier, Adm.A., CRHA
Directeur, Formation et qualité
(à compter du 4 décembre 2000)
Brigitte Achard
Secrétaire de direction,
Formation et qualité

Lucie Bélanger
Secrétaire, Admission et qualité
Josée Blanchard, CMA
Coordonnatrice, Comptabilité
(à compter du 11 décembre 2000)
Sylvie Bougie
Réceptionniste
Ginette Bourbonnais
Coordonnatrice,
Conception et rédaction
Caroline Brunet, CMA
Coordonnatrice, Comptabilité
(jusqu'au 21 novembre 2000)
Jacques Durand
Agent de bureau
Chantal Ferland
Secrétaire de direction,
Services administratifs
Yolande Girard
Secrétaire, Développement des
affaires et services à la clientèle
Olivier Lachambre, CMA
Coordonnateur,
Programmes de formation
(jusqu'au 25 novembre 2000)
Alain Lapière, CMA
Coordonnateur,
Programmes de formation
Hélène Larouche
Conseillère, Soutien aux utilisateurs
(à compter du 13 novembre 2000)
Martine Lauzon
Coordonnatrice, Clientèle étudiante
(jusqu'au 14 février 2001)
François Le May
Coordonnateur,
Admission et qualité
Carole Martin
Technicienne, Programmes
de formation
Christiane Martinez
Secrétaire à la Direction générale
Julie Pelland
Conseillère, Service de placement
Isabelle Plouffe
Coordonnatrice,
Technologies de l'information
Lisa Proulx
Préposée, Réception et saisie de
données (jusqu'au 3 novembre 2000)
Nathalie Roberge
Coordonnatrice,
Médias et événements
(à compter du 21 août 2000)
Michel Rousseau
Conseiller, Soutien aux utilisateurs
(jusqu'au 8 septembre 2000)
Caroline Saindon
Coordonnatrice,
Programmes de formation
(à compter du 29 janvier 2001)
Sophie Secours
Commiss-comptable
John L. Shone
Coordonnateur,
Programmes exécutifs et
perfectionnement professionnel
(à compter du 22 janvier 2001)
Odette Villeneuve
Secrétaire de direction,
Affaires publiques et marketing

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Ordre des comptables
en management accrédités du Québec

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec au 31 mars 2001 ainsi que les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des preuves à l'appui des montants et des informations présentés dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Bilan consolidé

Au 31 mars 2001

Actif	2001	2000
Court terme		
Encaisse	499 357 \$	463 525 \$
Placements temporaires, au coût (Note 3)	2 722 454	2 578 872
Débiteurs	184 293	392 874
Stocks de livres pour revente, au coût	94 493	84 348
Frais payés d'avance	369 217	404 322
	3 869 814	3 923 941
Immobilisations (Note 4)	678 713	582 260
	4 548 527 \$	4 506 201 \$

Passif et actifs nets

Court terme		
Créditeurs et charges à payer	627 428 \$	474 190 \$
Taxes de vente à payer	348 086	380 307
Produits reportés (Note 5)	2 847 760	3 025 957
	3 823 274	3 880 454
Avantages incitatifs reportés	12 320	18 142
	3 835 594	3 898 596

Actifs nets

Actifs nets investis en immobilisations	678 713	582 260
Actifs nets non affectés	34 220	25 345
	712 933	607 605
	4 548 527 \$	4 506 201 \$

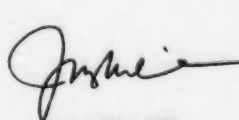
État consolidé de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

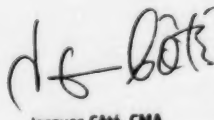
Actifs nets

			2001	2000
	Investis en immobilisations	Non affectés	Total	Total
Solde, début de l'exercice	582 260 \$	25 345 \$	607 605 \$	488 224 \$
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(327 451)	432 779	105 328	119 381
Investissements en immobilisations	423 904	(423 904)	—	—
Solde, fin de l'exercice	678 713 \$	34 220 \$	712 933 \$	607 605 \$

Pour le Bureau



Michel Milot, CMA
Président



Jacques Côté, CMA
Trésorier

État consolidé des Résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

Produits	2001	2000
Formation et qualité	2 236 435 \$	2 324 168 \$
Protection du public	10 950	11 450
Affaires publiques et marketing	269 848	256 296
Comités	2 826	3 640
Administration générale	3 056 708	2 849 108
	5 576 767	5 444 662

Charges

Formation et qualité	1 898 551	1 964 345
Protection du public	86 095	68 109
Affaires publiques et marketing	828 452	818 970
Comités	94 271	98 859
Contribution à des organismes affiliés	945 803	884 219
Administration générale (Note 4)	1 618 267	1 490 779
	5 471 439	5 325 281

Excédent des produits par rapport aux charges	105 328 \$	119 381 \$
---	------------	------------

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

	2001	2000
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Rentrées de fonds		
— membres, candidats et autres	5 520 976 \$	5 708 888 \$
Sorties de fonds — fournisseurs et membres du personnel	(5 003 833)	(5 186 403)
Intérêts reçus	25 980	21 149
	543 123	543 634

Flux de trésorerie liés

aux activités d'investissement		
Acquisition de placements temporaires	(1 152 008)	(1 292 179)
Disposition de placements temporaires	1 208 152	1 750 000
Acquisition d'immobilisations	(423 904)	(178 383)
	(367 760)	279 438

Augmentation nette des espèces

et quasi-espèces	175 363	823 072
Espèces et quasi-espèces, début de l'exercice	1 834 245	1 011 173

Espèces et quasi-espèces, fin de l'exercice	2 009 608 \$	1 834 245 \$
--	--------------	--------------

Représentées par :

Encaisse	499 357 \$	463 525 \$
Placements temporaires	1 510 251	1 370 720
	2 009 608 \$	1 834 245 \$

BDO Dunwoody s.r.l.

BDO Dunwoody s.r.l.
Comptables agréés

Montréal (Québec)
Le 20 avril 2001

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

1. Statut et nature des activités

L'Ordre des comptables en management accrédités du Québec (CMA) est un ordre professionnel à titre réservé dont la principale fonction est d'assurer la protection du public. À ce titre, il est responsable de l'émission des permis d'exercice aux candidats et candidates remplissant les conditions nécessaires, de la garde du Tableau des membres, de la surveillance de l'exercice de la profession et du dépistage de la pratique illégale. Il est affilié à la Société des comptables en management du Canada (SCMC). Ces états financiers rendent compte des activités de l'Ordre et des Sections régionales.

L'Ordre est constitué comme organisme sans but lucratif en vertu du Code des professions et est considéré comme tel au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent tous les comptes de l'Ordre et des Sections régionales.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Mobilier et agencement	10 % et 20 %
Équipement informatique	20 %
Logiciels et progiciels	20 %

AVANTAGES INCITATIFS REPORTÉS

Les avantages incitatifs reportés sont reliés au bail initial et sont amortis sur la durée de celui-ci.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En raison de l'échéance prochaine des instruments financiers, encaisse, placements temporaires, débiteurs, créateurs, charges et taxes de vente à payer, l'Ordre a utilisé comme hypothèse que la valeur comptable de chaque élément est comparable à sa juste valeur.

CONSTITUTION DES PRODUITS

Les cotisations provenant des membres et des candidat(e)s sont portées aux résultats sur une base d'exercice. Les cotisations perçues pour une période subséquente sont présentées au bilan à titre de produits reportés. Les autres revenus sont constatés à titre de produits lorsque les charges connexes sont engagées.

APPORTS REÇUS SOUS FORME DE SERVICES

Le fonctionnement de l'Ordre dépend des services qui lui sont rendus par de nombreux bénévoles. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'argent en caisse, les soldes en banque et les placements temporaires ayant des échéances inférieures ou égales à trois mois.

3. Placements temporaires

	2001	2000
Certificats de placements garantis non encaissables avant l'échéance, entre 4,96% et 5,16%, échéant entre le 1 ^{er} mai 2001 et le 4 septembre 2001 (valeur marchande 2001 - 2 212 203 \$; 2000 - 1 712 742 \$)	2 212 203 \$	1 712 742 \$
Acceptation bancaire, 4,55%, 27 avril 2001 (valeur marchande 2001 - 499 196 \$; 2000 - NIL)	499 196	-
Fonds de liquidités corporatives, 5,08% (valeur marchande 2001 - NIL; 2000 - 153 230 \$)	-	153 230
Coupons du Gouvernement du Québec, 5,89%, 30 décembre 2001 (valeur marchande 2001 - NIL; 2000 - 700 001 \$)	-	700 001
NIL; 2000 - 700 001 \$)	11 055	12 899
Dépôts à terme	2 722 454 \$	2 578 872 \$

4. Immobilisations

	2001	2000
Mobilier et agencement	435 214 \$	346 270 \$
Équipement informatique	408 647	363 297
Logiciels et progiciels	1 165 638	621 219
	2 009 499 \$	1 330 786 \$
	678 713 \$	582 260 \$

L'amortissement de l'exercice est de 327 451 \$ (191 499 \$ en 2000).

5. Produits reportés

	2001	2000
Cotisations perçues d'avance	2 809 365 \$	2 686 518 \$
Autres revenus perçus d'avance	38 395	339 439
	2 847 760 \$	3 025 957 \$

6. Engagement

Au cours de l'exercice, l'Ordre a renouvelé le bail jusqu'au 31 décembre 2010 et s'est engagé, en vertu d'un contrat de location, à verser une somme de 991 952 \$ pour ses locaux. Les paiements minimums futurs exigibles annuellement en vertu du contrat de location pour le loyer de base pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 72 693 \$ en 2002, 74 712 \$ en 2003, 78 751 \$ en 2004, 105 001 \$ en 2005 et 107 020 \$ en 2006.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Renseignements complémentaires consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

	2001	2000
Produits		
Formation et qualité		
Examens d'accréditation	282 226 \$	340 000 \$
Programme professionnel CMA	1 650 801	1 732 957
Droits divers	296 331	235 597
Support aux membres en cabinet	4 875	11 225
Perfectionnement professionnel	2 202	4 389
	2 236 435 \$	2 324 168 \$
Affaires publiques et marketing		
Événements	133 690 \$	122 069 \$
Publications	29 478	33 168
Services aux membres	-	309
Services reliés à l'emploi	106 680	100 750
	269 848 \$	256 296 \$
Administration générale		
Cotisation des candidats à la profession	360 482 \$	379 980 \$
Cotisation des membres	2 556 676	2 332 318
Intérêts sur placements	90 364	77 766
Règlements de poursuites juridiques	14 449	-
Autres revenus	34 737	59 044
	3 056 708 \$	2 849 108 \$
Charges		
Formation et qualité		
Examens d'accréditation	187 070 \$	223 366 \$
Programme professionnel CMA	839 802	914 694
Recrutement	305 395	266 237
Ressources humaines	491 975	514 668
Support aux membres en cabinet	11 362	5 419
Perfectionnement professionnel	9 734	4 232
Autres frais d'opérations	53 213	35 729
	1 896 551 \$	1 964 345 \$
Affaires publiques et marketing		
Événements	194 445 \$	190 007 \$
Publicité et promotion	146 299	132 836
Publications	64 704	70 041
Services aux membres	8 000	13 877
Services reliés à l'emploi	10 149	21 562
Ressources humaines	400 922	385 839
Autres frais d'opérations	3 933	4 808
	828 452 \$	818 970 \$
Contributions à des organismes affiliés		
Quote-part à La Société des comptables en management du Canada	911 834 \$	857 457 \$
Quote-part au Conseil interprofessionnel du Québec	15 100	14 731
Quote-part à La Professionnelle [™]	8 181	6 825
Quote-part à l'Office des professions du Québec	10 688	5 206
	945 803 \$	884 219 \$
Administration générale		
Dossiers personnalisés	40 448 \$	25 972 \$
Loyer et entretien des locaux	205 213	244 139
Téléphone	23 716	33 909
Fournitures de bureau	65 274	51 354
Centre informatique	54 989	35 495
Direction générale	52 406	44 697
Honoraires professionnels	48 931	96 076
Ressources humaines	682 758	653 001
Amortissement des immobilisations	327 451	191 499
Autres dépenses d'administration	117 081	114 637
	1 618 267 \$	1 490 779 \$

Growth, quality, innovation



Annual Report 2000-2001

00

00

00

00

00

Stressing quality and innovation, the CMA Order has recorded sustained and constant growth in recent years. During the past year, it broke the 5,000-member barrier. Between 1995-1996 and 2000-2001, the net membership growth rate was 41%.



The mission of the CMA Order. The mission of the CMA Order is to contribute to the success of organizations with its integrated expertise in accounting and management. The Order ensures that its members are well versed in the leading-edge practices of measuring and improving corporate performance. By so doing and by encouraging the professionals to maintain their high standards, the Order can assure the protection of the public. To fulfil its mission more effectively, the Order actively listens to its customers and acts with dynamism, ethics, team spirit and innovation while helping to expand the influence of the profession.

Role of the CMA professional. As experts in strategic and financial management, CMAs organize management information, design systems and implement effective action plans. They manage resources responsibly, in accordance with their organization's mission. Their distinctive expertise in accounting and management enables them to contribute to the success of organizations by being active partners in the continuous improvement of overall performance.



The masculine form is used throughout this report for the sake of simplicity and brevity; it is intended to apply to women as well as men.
Published by the Public Affairs and Marketing Department, Ordre des comptables en management accrédités du Québec, 715, square Victoria, 3^e étage, Montréal (Québec) H2Y 2H7. Web site: www.cma-quebec.org June 2001. Photography: James Gauthier, Paul Labelle. Graphic Design: Langevin Turcotte. Translation: Traductions Betty Howell Inc. Printing: Imprimerie Reprotech Inc.

**Conseil exécutif
Gouvernement du Québec**

Ministre responsable

**Office des professions
du Québec**

Annual Report 2000-2001

Québec, juin 2001

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président
Assemblée nationale

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001. Ce rapport rend compte de l'ensemble des activités de l'Ordre et contient de nombreux renseignements d'intérêt public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Ministre responsable
de l'application des lois
professionnelles,

Paul Bégin

Montréal, juin 2001

Monsieur Paul Bégin
Ministre responsable de l'application
des lois professionnelles
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre deux exemplaires du Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du Bureau,

Michel Milot, CMA

Montréal, juin 2001

Monsieur Jean-K. Samson
Président
Office des professions
du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2001.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du Bureau,

Michel Milot, CMA



**ORDRE
DES COMPTABLES EN MANAGEMENT
ACCREDITÉS DU QUÉBEC**

Message from the President of the Bureau

Fiscal 2000-2001 was a year of change, in step with the Order's 1999-2000 strategic review and the major guidelines it established for the future. It was strongly marked by the Order's new technological orientation, particularly with its entry into e-commerce.



Michel Milot, CMA,
President of the Bureau

The Order's agenda last year was guided by the three major issues defined in its strategic plan: the supply of CMAs, the demand for CMAs and standards and quality. These provided the framework for the transformation of the education and accreditation process, continued growth in membership and influence, the acceleration of the transition to new technologies and the emphasis placed on public interest and customer service. In all these areas, the Order was driven by renewed energy and firm confidence in the future.

Transformation of the education and accreditation process

Committed to responding to the needs of a constantly evolving market and organizations undergoing ever more rapid change, the Order introduced fundamental changes to the CMA education and accreditation process. These changes should allow the next generation to maintain, when not strengthen, the profession's leadership position in the world of accounting.

The new Entrance Examination launched in June 2000 is designed to more accurately reflect the broader role of CMAs and their specific field of expertise. It also allows more effective measurement of the skills required by future CMAs. The new structure of the Entrance Examination did

not, however, prevent Québec candidates from once again distinguishing themselves on the national scene. With a combined pass rate for Parts 1 and 2 of 71.8%, compared with 60.5% for the whole of Canada, Québec secured first place for the tenth year in a row.

In September 2000, the CMA Professional Program made way for the CMA Strategic Leadership Program (SLP). This new value-added program, which is not exclusively devoted to theoretical knowledge, emphasizes the development of an integrated strategic vision, communication skills and teamwork abilities, to secure a key role for new CMA professionals in the future of the most innovative organizations. To ensure that the SLP satisfies employer expectations, the Order has played a decisive role at the national level throughout the development of the new program, from its fine-tuning through to its implementation and ongoing improvement.

The changes didn't end there, as CMA Canada, in cooperation with its provincial partners, implemented an accreditation policy for Canadian university programs that constitutes a virtual revolution in the world of accounting, where a professional entrance examination is standard practice. Once again, the Order and its university partners in Québec affirmed their leadership, standing out among their counterparts elsewhere in Canada. To date, 13 of the 21 programs assessed by CMA Canada have been accredited, including 8 in Québec. Of these, four are associated with the regular path and four are graduate programs associated with the executive path, including one to be offered as of September 2001 by the Order's new partner, Université du Québec à Hull (UQAH).

While accreditation led to an overhaul of the existing executive programs, the maturity and solid reputation they have acquired since their creation opened the door to their repositioning in the executive education market.

The Order's recent partnership with UQAH enables it to respond to the needs of managers in the Outaouais region and, of course, in Ottawa, especially given that the CMA Executive Program is offered in both English and French. As for Université Laval, which previously offered the CMA Executive Program, it has innovated with a brand new CMA-MBA Executive Program formula. Thanks to the perfect integration of the content of the CMA syllabus and specialized MBA courses, candidates can complete both in two and a half years, the same time required by the CMA Executive Program. This innovation represents a major turning point that will influence the evolution of executive programs offered by the Order's other partner universities, encouraging them to adopt this formula

in the relatively near future. As a result, all CMA executive programs will ultimately integrate the MBA component, while limiting the duration of the path to two and a half years. It goes without saying that doing so will give the Order's executive programs a significant advantage in the executive education market.

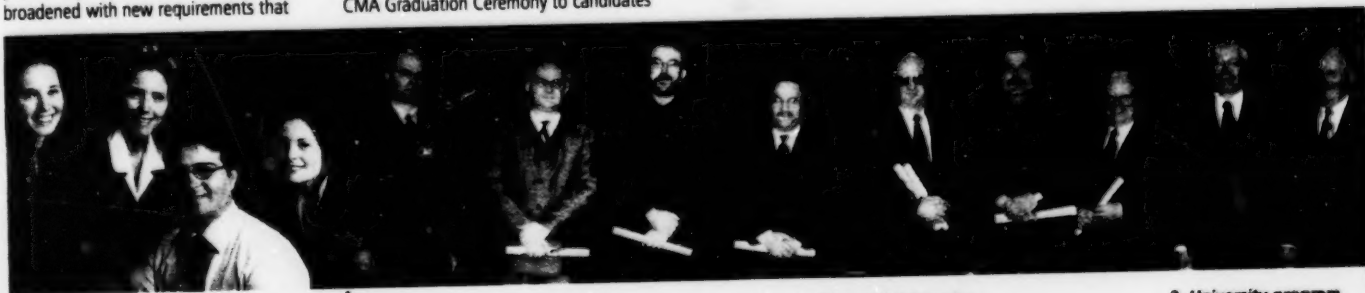
In addition to these changes, the executive cohorts will now start their program in fall, not January. Accordingly, the 2001 promotional campaign switched into high gear at winter's end. This was also an opportunity to revamp the promotional campaign: a new visual concept distinguishing the CMA product was unveiled and the Order's Web site was recruited to help with promotion. Needless to say, a solid media campaign was planned to publicize the programs.

Since the creation of the executive programs in 1997, 63 candidates have earned the CMA designation, and some 150 are currently on their way to satisfying the requirements for the designation. In January 2001, the Order welcomed 75 candidates in its executive programs, and some 100 candidates are expected to make up the new cohort in fall 2001, particularly as the potential clientele has broadened with new requirements that

Membership growth is driven by two related factors: recruiting and retention. New registrations jumped by 13% last year (519 compared with 458 the previous year), while a record number of some 430 candidates will participate in June 2001 in the synthesis activity that is the last requirement, but not the least, for obtaining the CMA designation.

The Order's retention rate also posted a gain over the past year, increasing from 98% in 1999-2000 to 98.7% in 2000-2001. In actual figures and despite the growth in membership, only 60 members were struck from the roll last year for resignation or non-payment of dues, compared with 77 in the preceding year.

These numbers are surely an eloquent indicator of the influence of the CMA designation and profession, which were further bolstered by numerous initiatives by the Order during the fiscal year. Among these was the makeover of the Order's program of awards honoring academic excellence, which highlight exceptional performance by candidates to the profession. The newly created Grand Prizes for the Entrance Examination, which are accompanied by merit scholarships, were awarded for the first time at the 2001 CMA Graduation Ceremony to candidates



allow accounting professionals other than CMAs (CA and CGA) to be exempted from the first part of the programs.

Hard work pays off: continued growth and influence

It is always gratifying to harvest the fruit of efforts. For several years, the Order has recorded the strongest growth in membership of all professional orders in Québec involved in law or business. Moreover, the Order's net growth rate tops the list of all CMA partners across the country, with an annual rate of 6% for the year ending March 31, 2001. Both in Québec and in Canada, the Order continues to consolidate its position thanks to steady and sustained growth, which also allowed it to break the symbolic 5,000-member barrier during the fiscal year. The medium-term objectives are equally encouraging, as we expect to cross the 6,000 mark by 2005.

in the top three positions in Québec.

For its part, the second province-wide InterAction Management Competition was a great success, with the participation of 19 teams from all regions of Québec. Invited to act as consultants, the students worked with real companies to develop relevant solutions to their business projects. This competition aims to promote the CMA profession among students and help consolidate the talent of a new generation of managers, while strengthening ties between the academic and business communities.

Deserving special mention is the role played by the CMA Observatory of management accounting practices in detecting new trends and contributing to the influence of the profession. Constituted of observers who are knowledgeable and profoundly committed to the CMA profession, the Observatory focuses on new trends it observes in the CMA territory, both with respect to functional skills that are specific to CMAs and the broader field of management skills. In the context

1. The candidates who took the top three places in Québec in the CMA National Entrance Examination

2. University program accreditation
The Order honors its university partners who are contributing to maintaining the tradition of excellence of the CMA expertise

of deregulation and greater competitiveness, there is no doubt that reflection and forward-looking criticism are increasingly essential for guiding successful action. Despite the profession's evolution and enviable positioning, efforts to lay claim to distinctive CMA skills and market them to employers must be maintained, if not accentuated.

Accelerating the transition to new technologies

It goes without saying that the Order would be unable to sustain such a growth rate without an effective and structured organization, strongly supported by leading edge information systems. In step with the major transition launched in 1999 with the adoption of the Order's information technologies strategic plan, the past fiscal year saw the implementation of iMIS (Integrated Management Information System) and Great Plains Dynamics accounting software, with noticeable improvements in both management and efficiency.

The Web site also underwent a major transition from e-information to e-commerce at the end of 2000, first embodied with the introduction of an online version of the 2001 Personalized Dossier. A major operation by any standards, this first was an resounding success, due largely to an enthusiastic reception by members. Exceeding the most optimistic expectations, 40% of members and candidates took part in the experiment and filled out their dossiers on line, with 60% of these also paying their dues electronically. We expect that by next year, more than half of the Order's membership will have adopted this approach.

Since the start of 2001, a number of new applications related to e-commerce have seen the day. For instance, the site was integrated in a vigorous campaign to promote the CMA Executive Programs, and new features allowed site visitors to order an information kit and register for information sessions held in spring in Montreal, Québec City and Hull.

The Order's Web site also allowed the Placement Service to innovate, posting the recruiting assignments it receives from employers on line. While the Service continues to preselect the candidacies transmitted to employers, members and registered candidates can now compare the various job postings online. For employers, posting gives greater visibility to their offers and lets them reach a broader basin of potential clients, benefits that can make a difference in a market that continues to show a strong demand for CMAs.

Other projects are also underway, including the creation of a single window letting members and candidates pay membership dues online, as well as registration fees for the Entrance Examination, dues for the Strategic Leadership Program and executive programs, and charges related to the many activities offered by the Order.

Increased traffic on the Order's Web site is clear evidence of the interest it stimulates. Consider this: site visits increased by 50% over the past year, with 79% more visitors viewing links and 32% more browsing the online debates.

These changes have had extremely positive spin-offs for customer service, and the enthusiastic response of our members encourages us to pursue this transition to new technologies, which in fact also took other forms. The Order initiated a partnership agreement with the Electronic Commerce Institute, offering discounts to members of the Order who wish to take the e-commerce training and certification course offered by the Institute. This agreement also paves the way for participation by the Institute in research by the CMA International Centre for Studies of Business Processes to benchmark the six business processes that are essential for e-commerce success. The Order is also an active participant in this project.

CMA SIGNATURE	BECOMING A CMA	CMA NETWORK	PUBLICATIONS AND NEWS RELEASES	CORPORATE SERVICES	MEMBERS AND CANDIDATES SERVICES	CONTACT US
---------------	----------------	-------------	--------------------------------	--------------------	---------------------------------	------------



Welcome to the site of the Ordre des comptables en management accrédités du Québec (CMAs).

You will find information about the certified management accountant profession, practiced by 5,000 people in Québec and chosen by more than 2,000 candidates to the profession. You will also find the main programs and services offered to companies, as well as the activities of the Order and how to reach the CMA network.

Employers!
Something new for you!

- The 2001 bank of CMA 686:1875 is at your disposal!
- You can now post jobs on this site.

Debate of the month
Is there overkill in organizational restructuring?

Invest in your skills.
Choose one of our professional programs for working managers.

Focus on public interest and customer service

Public interest is central to the mission of a professional order. Well aware of its responsibility toward the public and ever-increasing interest in the CMA title, the Order continues to remain very vigilant, applying all measures provided by law to sanction the unauthorized use of the CMA title and dissuade those tempted to appropriate it.

In spring 2000, statements by Judge Jean-Guy Boilard in an appeal of a judgment aroused the concern not only of the Order, but also of the Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ) and all other professional orders. Judge Boilard took the liberty of expressing views on the *Professional Code* in terms that prompted the CIQ to lodge a complaint to the Canadian Judicial Council and contest statements it considers disrespectful toward, if not in total disregard for, the law and the institutions it has created. Out of concern for public protection, the entire professional system mobilized to put a stop to the trivialization of professional legislation respecting titles and demand an amendment to section 188 of the *Professional Code*, giving it greater dissuasive power through higher fines for violations.

In other matters, the Order actively participated in the large-scale project to overhaul Québec's professional system, initiated by Linda Goupil, Minister for the application of professional laws, in fall 1999, and continued by her successor, Paul Bégin. Notably, the Order formulated proposals regarding certain requirements imposed on the professional orders, the streamlining of regulatory control and the acceleration of the process for adopting regulations that a professional order can or must adopt under the *Professional Code*.

It also participated in the hearing that focused on ways to improve the complementarity of inspection and discipline and put a halt to the trend of handling problems through the courts.

The past year also saw the conclusion of a long saga and the victory of common sense in the matter of the title of *conseiller en management*. By adopting Bill 87 at the end of the parliamentary session in June 2000, the legislator corrected the error committed with the adoption of Bill 72 in 1993, which reserved the generic title of *conseiller en management* for members of the Order of certified managers of Québec, granting a kind of exclusivity to the activity itself. The perseverance of the Order and its partners throughout this seven-year battle ultimately paid off.

The Bureau of the Order adopted the *Regulation on the keeping of records and consulting firms and concerning the cessation of practice of a member of the Order* which should enter into effect shortly, following its adoption by the government and publication in the *Gazette officielle*.

This emphasis on public interest, notably through the defense of the credibility and integrity associated with the CMA designation, has not distracted the Order from attending to the quality of its member services. For the second year in a row, the satisfaction rate of members and candidates with respect to the Order's customer service climbed in 2000, reaching 79.8%, an unprecedented high in the four years that this variable has been measured. Needless to say, these results encourage us to increase our efforts to innovate and excel.

Excel is a word that also applies to CMA professionals, who are participating in professional development in greater numbers than ever before and view this ethical requirement as a priority. Over the past year, 1,804 members voluntarily presented their professional development reports, a 24% increase over the preceding year. Of these, 606, or 66% more than the preceding year, satisfied the standard set by the Order, which recommends 120 hours of professional development per three-year cycle.

Employers are in the know, and market demand for CMAs remains high, to such an extent that the Order's Placement Service is unable to fill all the recruitment assignments it receives due to a lack of available candidates meeting employers' requirements. With 98% employment among members and 95% among candidates, CMAs are in fact fully employed. The Placement Service has been the victim of the CMA success story, with the number of job placements dropping by 50%, from 204 in the previous year to 99 in 2000-2001.

Despite this year's many successful initiatives, the Order was able to consolidate its financial situation, thanks to sound budget management. Although annual dues increased only in step with inflation, growth in revenues allowed the Order to generate a surplus and continue its plan to gradually build up a reserve cushion equivalent to three months operating expenses.

The Order also secured substantial savings by extending its lease. Accordingly, its offices will remain at the Centre de commerce mondial until 2010. It is in this spirit of continuity and full confidence in the future that the Order is starting its new year, well prepared to meet the challenges that lie ahead.

Michel Milot, CMA

Given a second chance, would your employer hire the manager you are today?

Choose a solid educational program designed to ensure you a return on your education and allow you to realize complete personal growth and responsibility.

• CMA Insurance Program
• CMA-ABA Insurance Program

Report of the Activities of the Bureau and the Administrative Committee

Under the *Professional Code*, the Bureau is responsible for the overall administration of the affairs of the Order. It oversees the application of the provisions of the *Professional Code* and related regulations. The Bureau exercises all the rights, powers and prerogatives of the Order, except those within the competence of its members at the General Meeting. The Administrative Committee handles the day-to-day administration of the Order's affairs and exercises all the powers delegated to it by the Bureau, except those powers that the Bureau is required by regulation to exercise itself.



François Renaud, CMA,
President-Executive Director
of the Order and Secretary
of the Bureau

Meetings in 2000-2001

During the fiscal year ended March 31, 2001, the Bureau of the Order held six regular meetings, while the Administrative Committee held twelve meetings, including one extraordinary meeting.

The Order is guided by a strategic plan focused on the implementation of its vision and mission. Its objectives are to affirm the distinctive character of the CMA designation, promote the ongoing development of CMA skills, increase influence and stimulate market demand for CMAs, increase membership and ensure outstanding performance at the operational level. These were the parameters guiding the Order's actions over the past year.

The implementation of the new components of the education and accreditation process, continued membership growth, the acceleration of the transition to new technologies and increased influence were the common threads, as reflected by the main issues that held the attention of the Bureau and the Administrative Committee in recent months:

- Implementation of a new CMA Entrance Examination to allow even more accurate assessment of the expertise acquired by candidates in university and measure their aptitude for integration, judgment, analysis, strategic reflection and communication, in view of their admission to the CMA Strategic Leadership Program.
 - Implementation of the new CMA Strategic Leadership Program and establishment of a continuous improvement process for the program, to prepare future CMAs to play a leadership role in the area of financial and strategic management.
 - Launch of the national plan to accredit university accounting programs, making university institutions full-fledged partners in the training of CMAs. With this new approach, which is innovative in the world of accounting, CMA Canada gives educational institutions the responsibility for assessing student performance and encourages them to aim for excellence in teaching and research related to management accounting.
 - Transformation and repositioning of the Order's CMA executive programs, addition of a fourth partner, Université du Québec à Hull, and implementation of a new CMA-MBA Executive Program at Université Laval, effective fall 2001.
 - Transition of the Order's Web site from an e-information to e-commerce, with various applications for members, candidates and employers (annual personalized dossier, Placement Service, CMA and CMA-MBA Executive Programs, etc.).
 - Maintenance of a dominant position on the market and within CMA Canada, with a 6% growth in membership.
 - Correction of the famous legislative error respecting the CMC title with the adoption of Bill 87 by the National Assembly in June 2000. After seven years of determined effort, the Order succeeded in convincing the legislator to correct a mistake that deprived CMAs as well as thousands of other Québec professionals of the opportunity to present themselves as management consultants.
 - Authorization of several lawsuits for unlawful use of the CMA title.
- Other subjects were also on the agenda, including ongoing work to update the Québec professional system, begun in 1999, and a number of consultations with the Office des professions du Québec and the Québec Interprofessional Council. In collaboration with its partners in the rest of Canada, the Order also continued to implement various initiatives related CMA Canada's strategic plan, including the introduction of the new components of the accreditation process and the transformation of its business processes.

A number of decisions were also made with respect to professional affairs, public affairs, access to the profession, administrative affairs, and relations with the Society of Management Accountants of Canada. Below are the main resolutions or positions adopted during 2000-2001 in these five areas:

Professional Affairs

- Signature of a memorandum of understanding with Université du Québec à Hull (UQAH) respecting the creation of a CMA Executive Program, to be offered as of fall 2001 in both English and French in the Outaouais region.
- Adoption of an amendment to the memorandum of understanding with Université de Sherbrooke respecting the teaching of the CMA Strategic Leadership Program in the context of the Master of Business Administration (MBA) program. Consented to by both parties, these changes to the memorandum signed in 1999 enable candidates in the program to register for Module 7 (Report to the Board of Directors) of the CMA Strategic Leadership Program as soon as they have received their graduate degree, immediately after completing the second section of the MBA program.
- Adoption of a partnership agreement with the Electronic Commerce Institute respecting the training and certification program offered by the Institute. The agreement also aims to involve the Institute in various projects of the CMA International Centre for Studies of Business Processes, specifically those related to e-commerce.
- Denunciation of the behavior and statements of Judge Jean-Guy Boilard of the Québec Superior Court in an appeal of a sentence heard April 18, 2000. This matter involved the Order versus Richard Rogers, previously found guilty of unlawful use of the CMA designation. Upon the Order's initiative, the Boilard affair led all professional orders, under the leadership of the Conseil interprofessionnel du Québec, to mobilize in favor of public protection and the defense of the Québec professional system.
- Adoption by the Bureau of a draft regulation on the keeping of records and consulting firms and concerning the cessation of practice of a member of the Order.
- Implementation of a regulation amending the CMA Code of Ethics, adopted by the Bureau in June 1999.
- Briefs for the Office des professions du Québec as part of various consultations, involving such subjects as:
 - The title of the Ordre des conseillers en relations industrielles du Québec (in this matter, the Order supported the request for the addition of the designation of certified human resources professional);

- Forms of professional practice, a project aiming to add to the current modes of practice allowed by the *Professional Code* (as an independent and in partnership), two other possibilities, namely limited liability partnership and corporation;
- Streamlining of professional regulation and its application;
- Greater effectiveness of mechanisms of supervision: professional inspection and discipline;
- Overall benefits of the professional system in Québec;
- The feminization, in French, of the designations of professional orders and reserved titles;
- Professional recognition of geologists and geophysicists.
- Representations by the Order to the Office des professions du Québec on the criteria for accessing the accounting profession and the quality of information presented to the public by certain professional orders.
 - Representations to the federal government respecting Bill C-22, *Proceeds of Crime (Money Laundering) Act*.
 - Appeal by the Order to the Société d'habitation du Québec to put a stop



1. The 2000-2001 Administrative Committee: from left to right, Jacques Côté, CMA, Andrée Perreault, CMA, Michel Milot, CMA, François Renaud, CMA, and Daniel Zbacnik, CMA. Not shown: Claude Masson, Director appointed by the Office des professions du Québec, who is also a member of the Administrative Committee.



2. New partnership with Université du Québec à Hull becomes official

- to job posting procedures that appear to discriminate against CMAs.
- Representations respecting the trade agreement and professional mobility.
 - Briefs to the Québec Interprofessional Council as part of various consultations, particularly with respect to:
 - Draft Bill 122 respecting access to information and security of the person;
 - The professional secret and privacy of information;
 - The general regulations of the QIC and an action policy;
 - The formula for financial contributions to the QIC;
 - The 2001-2002 action plan and budget proposals.

- Authorization of various lawsuits in the Court of Québec for unlawful use of the CMA designation, claiming the penalties provided by law. The suits in question involve the following:
 - Robert Tessier
 - Feroz Perdasi
 - Richard Rogers
 - Francine Payer
 - Walter Shaw
 - Pascale Vallières
- Study and adoption of a position on criminal offences or disciplinary decisions involving two members and one candidate to the profession, with respect to sections 45, 45.1 and 55.1 of the *Professional Code*.
- Approval of the General Program of Surveillance of the Profession of Certified Management Accountant for 2000-2001 and 34 reports of professional inspection visits.
- Appointment of François Ménard, CMA, as expert in a complaint to the Assistant Syndic of the Order (File No. S-124).
- Nomination of Gilles Cossette, CMA, for the Mérite award of the Québec Interprofessional Council for 2000-2001.
- Nomination of two members of the Québec CMA Order for the title of Fellow (FCMA) for 2001.
- Nomination of a Québec company for the National Recognition Award (2001) presented by CMA Canada.

Public Affairs

- Implementation of a communications plan respecting the adoption of Bill 87 by the National Assembly on June 14, 2000. This legislation served to correct that famous legislative error associated with the CMC (Certified Management Consultant) designation, putting an end to a saga that lasted seven years.
- Adoption of a program of awards honoring excellence related to the CMA accreditation process. This program includes the Grand Prizes for the National Entrance Examination, the Fernand-Cloutier Awards and the Synerma Prize.

- Signature of an agreement between the Order and Meloche Monnex respecting a plan covering home, automobile, travel and small business insurance; the new five-year agreement also includes financial commitments on the part of Meloche Monnex toward the Order.
- Participation in the Board of Governors of the Mouvement québécois de la qualité and the jury of the 2000 Grands Prix québécois de la qualité.
- Continuation of the province-wide InterAction Management Competition for a second year, in partnership with the Chambre de commerce du Québec.
- Enhancement of the various promotional tools for students, particularly through a partnership agreement with Éditions Septembre enabling the Order to make a strong contribution to the management issue of *Métiers en direct*. A thorough makeover of the *Incomparable* brochure inspired the creation of a new and more flexible tool intended for broader distribution and included as an insert in *Métiers en direct*.
- Presentation of 10 bursaries for excellence worth \$1,000 each as part of the provincial program of bursaries for undergraduates, to:
 - Pierre-Julien Tremblay, École des Hautes Études Commerciales
 - Yannick Perreault, Université de Sherbrooke
 - Carl Perron, Université du Québec à Chicoutimi
 - Matthieu Lacroix, Université du Québec à Montréal
 - Caroline Turcotte, Université du Québec à Rimouski
 - Dany Hamel, Université du Québec à Rimouski, Campus de Lévis
 - Marie-Anick Therrien, Université du Québec à Trois-Rivières
 - Édith Rocheleau, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
 - Mélanie Auger, Université Laval
- Presentation of 2 bursaries for excellence worth \$500 each as part of the provincial program of bursaries for undergraduates, to:
 - Irène Imbeau, Université d'Ottawa
 - Zoé Tourigny, Université d'Ottawa
- Adoption of the 2001-2003 three-year schedule for major events of the order (Annual General Meeting, Gala of Appreciation and CMA Graduation Ceremony).
- Eleventh consecutive CMA Rendez-vous, in which some 66 companies and 294 candidates to the profession participated; the event enabled some 43 CMA hopefuls to find a job.



Concordia and McGill Team up for first place at the InterAction Management Competition

- Participation of the Order in hearings of the governments of Québec and Canada in the context of the General Agreement on Trade in Services, held October 11, 2000.
- Participation by Order representatives in various events:
 - Annual dinner of the Fellows' Council (FCMA), May 19, 2000;
 - Annual dinner of the graduates of Université Laval – Montreal Chapter, May 26, 2000;
 - Lunch banquet for the Grands Prix québécois de la qualité, on September 21, 2000;
 - Joint conference of the International Federation of Accountants and CMA Canada – Toronto, October 2, 2000;
 - Annual congress of the Association de planification fiscale et financière, October 5 and 6, 2000;
 - "Cap sur la croissance" conference organized by the Chambre de commerce de l'Est de Montréal and the Montreal Chapter of the CMA Order, October 24, 2000;
 - Conference of the Canadian Society of Association Executives, January 23, 2001;
 - Supper of the Montreal Society of Financial Analysts with David Dodge, Governor of the Bank of Canada, March 20, 2001.
- Participation by the Order in two trade shows:
 - Salon Éducation/formation, October 12-15, 2000;
 - Salon Banque/Finances/Assurances de Montréal, March 12-13 2001.
- Activities of the Chambre de commerce du Québec and the Chambre de commerce du Montréal métropolitain.
- Congresses, symposia and conferences related to professional practice.
- Launchings, events and other activities organized by the academic and professional communities and the business world.

Access to the profession

- Awarding of 358 new CMA permits.
- Striking of 60 persons from the Members Roll for resignation or non-payment of their 2000-2001 dues.
- Adoption of various resolutions affecting the Members Roll and changes of status (reinstatement, transfer, retirement, etc.).
- Approval of the results of candidates registered for the June 2000 National Entrance Examination.
- Visit of six universities in the context of CMA Canada's national accreditation program for university programs.
- Accreditation of eight university programs by CMA Canada, of which four are undergraduate programs associated with the regular path, and the other four graduate programs associated with the executive path. The following programs received accreditation:

Regular path

École des Hautes Études Commerciales

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité professionnelle – filière CMA

Université de Sherbrooke

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité de management

Université du Québec à Trois-Rivières

Baccalauréat en sciences comptables – cheminement CMA

Université Laval

Baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité professionnelle – cheminement CMA



Executive path

John Molson School of Business – Concordia University

Graduate Certificate in Management Accounting

Université du Québec à Hull

Diplôme d'études supérieures spécialisées – DESS exécutif CMA

Université du Québec à Montréal

Diplôme d'études supérieures spécialisées en comptabilité de management

Université Laval

Diplôme en comptabilité de management – 2^e cycle

- Deletion of Louis Picotte, candidate to the profession, who violated certain ethical guidelines of the Order and committed various civil faults; the Order based its decision on its duty to protect the public, as provided by section 23 of the Professional Code.
- Selection of Raymond Royer, President and CEO of Domtar Inc., as President of Honor of the 2001 CMA Graduation Ceremony.

Administrative Affairs

- Election of the president of the Bureau and members of the Administrative Committee and appointments to various statutory committees of the Order.
- Appointment of the bankers of the Order for 2000-2001.
- Approval of the annual dues of members (\$610) and of students (\$125) and determination of the deadline (February 1, 2001) for the payment of 2001-2002 dues.
- Adoption of a revised budget for 2000-2001 projecting an operating surplus in the order of \$103,000 and approval of a revised capital budget of \$426,500 for 2000-2001 and a capital budget of \$215,000 for 2001-2002.

- Implementation of a balanced scorecard for the regional chapters/councils, promoting enhanced co-ordination of resources with the Order's strategic objectives.
- Approval of the business plans of the regional chapters/councils and budgets for 2000-2001.
- Revision of the reimbursement policy for the travel expenses of the Order's volunteers and employees, increasing travel allowance per kilometer from \$0.30 to \$0.35 and adding a \$0.05 bonus for car pooling to promote this practice.
- Adoption of the report of the CMA Gala of Appreciation review committee, created by the Order to study the problem of low attendance at the Order's Gala of Appreciation and identify strategies to increase participation in this annual event. In its report, the committee recommended keeping the current formula, which pairs the Gala of Appreciation with the CMA Golf Classic and the Annual General Meeting and ensures alternation among Québec's main regions. It was also agreed that following this year's Gala, to be held in Saguenay-Lac-Saint-Jean, the level of participation will be reevaluated and consideration will be given to the possibility of combining the Gala of Recognition with an annual day of professional development.
- Approval of the 2001 Personalized Dossier, in its French and English versions. This year for the first time, members and candidates to the CMA profession were able to fill out the dossier on-line.
- Appointment of six scrutineers for elections to the Bureau of the Order for 2001-2002, as provided in section 74 of the Professional Code and the regulations of the Order.
- Adoption of a three-year strategic development plan for the Order and a three-year budget scenario for 2001-2004.
- Adoption of the objectives of the balanced scorecard for 2001-2002.
- Adoption of the budget forecasts for 2001-2002, including a target budget surplus of \$117,000.

Relations with the Society of Management Accountants of Canada

- Positions taken on certain points on the agenda of the meetings of the Board of Directors of the Society and the National Accreditation Council.
- Active participation in the transformation of the business processes of CMA Canada.
- Participation in the work and orientation of the CMA International Center for Studies of Business Processes at the École des Hautes Études Commerciales.

- Implementation of a continuous improvement process for the CMA Strategic Leadership Program, in cooperation with CMA Canada.
- Cooperation in the creation of the National Accreditation Council and the definition of its mandate and operating procedures.
- Communication of various views and positions on the following issues:
 - CMA Canada's accreditation process for university accounting programs;
 - CMA Management magazine;
 - targeted recruitment and prior learning assessment recognition of working managers who wish to obtain the CMA designation.
- Various representations on the following issues:
 - information technologies;
 - quality of the French-language materials produced by CMA Canada;
 - performance measurements;
 - business plan and budget for 2000-2001.

François Renaud, CMA
President-Executive Director
and Secretary



Winners of the forget-me-not trophies at the June 2000 Gala of Appreciation

- Approval of a 50% reduction in annual dues, under the policy to reduce the dues of specific categories of members. Reductions were granted to 39 members during 2000-2001.
- Extension of the lease on the Order's headquarters to December 31, 2010, with an option to lease additional space during the period; negotiations in this matter allowed the Order to secure savings of close to \$170,000.
- Consultation with members of the Regional Chapter of Abitibi-Témiscamingue respecting the maintenance of a regional chapter structure.
- Creation of a liaison committee for the Bureau and the regional chapters/councils to promote communication between the Order's regional representatives and members of the Bureau, as well as give greater support to members of the regional chapters/councils.

Professional Inspection

During fiscal 2000-2001, 77 members who declared that they are in public practice were contacted to confirm inspection visits. Of these, 34 CMA members were visited by an inspector from the Order as part of the tenth annual General Surveillance Program. This was an increase of 6% over the previous year.

The mission of the Professional Inspection Committee, under the Professional Code, is to supervise the practice of the profession by inspecting the records, books, registers and facilities of CMA members. The annual General Surveillance Program is intended to maintain high standards for the profession and ensure that CMA members offer services of the highest quality to the public.

More specifically, the Order's eight inspectors met 19 members in the Montreal Chapter during 2000-2001, seven in the Québec Chapter, two in Saguenay-Lac-Saint-Jean, two in Central Québec, three in the Outaouais and, for the first time this year, one in Eastern Québec. The Order was careful to select the inspected members on the basis of a regional breakdown and the type of work, in order to be representative of the whole profession.

The Order also applied other selection criteria, giving precedence to self-employed members in public practice, members who have no affiliation with other accounting groups and have never been subject to professional inspection and members who have been in public practice for a little over a year. For the third year, the Order inspected members in public practice in the employ of private firms, and the results once again revealed that they benefit from unmatched guidance.

The inspectors met with members in public practice both full time and part time. Of these, 42% of CMAs working full time and 25% of those working part time passed their inspection without additional follow-up. The other CMA members received follow-up and guidance from the inspectors to help them improve their practice and satisfy the standards of competence of the profession. Once again, the comments of the inspected members were positive, confirming the constructive and proactive approach used by the Order. The inspected members were very open to the recommendations, suggestions and advice offered by the Order's inspectors and willingly acknowledge that this procedure can only improve their practice.

Of the 34 inspection visits performed during 2000-2001, nine took place as part of the Five-Year Plan of Surveillance developed by the Order in 1995-1996. This plan seeks to ensure that all CMA members are inspected once every five years. Five of the members inspected five years ago passed their second visit, demonstrating that they had maintained or even improved their level of competence. This result is especially significant because the Order is more demanding on its second inspection, particularly in terms of preparation and record-keeping standards. Essentially, the inspectors expect that any shortcomings observed during the first visit will have been corrected. Moreover, the workshops on record keeping and preparing financial statements are regularly updated to meet the needs of CMAs in public practice. Two such workshops were held in June 2000 by the Order, one in Montreal and the other in Quebec City.

The Committee this year continued the revision of its inspection tools, particularly by improving and simplifying the tools used by inspectors, in order to provide even faster response to inspected members.

To ensure continuity and renewal within its team, the Committee welcomed two new inspectors this year. As provided by the Committee's policy, they benefited from solid support, with customized training and accompaniment by a mentor during the first inspection visit to ensure a uniform inspection process.

Josée De La Durantaye, CMA
Chair, Professional Inspection
Committee

Committee Reports

Review Committee

The Review Committee is assigned to review the Syndic's decision not to file a complaint, upon request by any person having asked the Syndic to conduct an enquiry. The Committee is composed of Maryse Beaudin-Charbonneau, FCMA, Jacques Bisson, CMA, Normand Choinière, Suzanne Couët and Louiselle Paquin, FCMA. Sylvie Lavallée, Lawyer, serves as Secretary to the Committee.

During fiscal 2000-2001, no applications for review were brought before the Committee.

Sylvie Lavallée, Lawyer
Secretary, Review Committee

Discipline Committee

The Discipline Committee handles all complaints brought against professionals or persons who have been members of the Order for violations of the provisions of the Professional Code and the rules and regulations of the Order while they were members. The Committee is chaired by Carole Marsot, who succeeded Guy Marcotte on November 22, 2000, and consists of Claude Gaffiero, FCMA, Jacques Lévesque, FCMA and Gérard Houle, CMA. Sylvie Lavallée, Lawyer, serves as Secretary to the Committee.

During fiscal 2000-2001, the Discipline Committee found a respondent guilty of diverting \$450,000 from his employer, falsifying documents and accounting records, making a false declaration to his employer, failing to inform his employer of any errors committed in the practice of his profession as well as of illegal acts that came to his knowledge and trying to evade his civil and personal liability. The Committee ordered the permanent striking of the respondent from the Roll and ordered him to pay expenses.

The Committee also found a respondent guilty of failing to notify the Order that she was in public practice, failing to contract professional liability insurance, lacking diligence in the preparation and presentation of financial statements and failing to update materials and comply with generally accepted accounting standards. The Committee imposed on the respondent a total fine of \$1,200 and expenses and a temporary striking from the Roll of six months, and recommended the Order's Bureau to require that the respondent do a period of refresher training or take a refresher course.

A complaint was brought before the Committee alleging that a respondent had incited and consented to an employee's falsification of a timesheet. Two further complaints were brought against the respondent for having made his line of credit available to a client for her financial needs, having continued to work on a file after being removed from the assignment and having acted in a manner compromising the honor and dignity of the profession by returning to the Assistant Syndic a disciplinary complaint served by a bailiff. These cases are scheduled to be heard in May.

Carole Marsot, Lawyer
Chair, Discipline Committee

Syndic

During 2000-2001, the Office of the Syndic dealt with 17 cases. These cases can be categorized as follows:

Complaints filed against members with the Syndic regarding the Code of Ethics

	2000-2001	1999-2000
• Cases carried over from last year	7	4
• New cases	10	14
Total of cases received	17	18
• Complaints brought to the Discipline Committee	3	1
• Cases resolved	5	10
• Cases brought forward to next year	9	7
Total of cases considered	17	18

In addition to the cases categorized above, the Office of the Syndic received requests for information about the Code of Ethics, advertising and professional practice of CMA members.

Gilles Cossette, CMA
Syndic

Members' roll and other information

Members

L'Ordre des comptables en management accrédités du Québec had 5,047 members as at March 31, 2001, representing an increase of 284 (6.0%) members since the beginning of the year. The increase in members is explained as follows:

	2000-2001	1999-2000
Members at the Beginning of the Year	4,763	4,482
Registrations on the Members' Roll		
New permits	358	380
Members from outside of Québec	4	2
Reinstatements of members	12	15
Struck from the Members' Roll		
Deaths	(5)	(11)
Resignations	(30)	(34)
Non payment of annual dues	(42)	(58)
Transfers outside of Québec	(13)	(13)
Members at the End of the Year	5,047*	4,763*

	2000-2001		1999-2000	
Distribution of Members by Region	Percentage %	Number	Percentage %	Number
Québec (Québec City, Gaspé, North Shore, Lower Saint Lawrence, New Québec)	17.4	877	17.4	828
Central Québec	6.1	307	5.9	281
Eastern Townships	3.7	185	3.8	181
Montréal (Montréal, North West)	60.7	3,067	60.6	2,888
Outaouais	4.6	232	4.4	211
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3.0	149	3.2	150
Outside of the province	4.5	230	4.7	224
Total members	100.0	5,047	100.0	4,763

	2000-2001		1999-2000	
Distribution of Members According to Sex	Percentage %	Number	Percentage %	Number
Men	65.5	3,308	66.8	3,180
Women	34.5	1,739	33.2	1,583
	100.0	5,047	100.0	4,763

* Total membership as of March 31, 2001 includes 5 temporary permits granted under Section 37 of the "Charte de la langue française", whereas total members as of March 31, 2000 included 4. Total membership also includes 2 restrictive permits granted under Section 40 of the "Charte de la langue française", representing the same number as of March 31, 2000.

Candidates to the CMA Profession

As at March 31, 2001 a total of 2,105 candidates to the CMA profession were registered with the Order, representing a net decrease of 24 (1.1%) over the beginning of the year. The variation in candidates is explained as follows:

	2000-2001	1999-2000
Candidates at the Beginning of the Year	2,129	2,266
Registrations on the Candidates' Roll		
Recruiting of new candidates	519	458
Reinstatements of candidates	46	43
Candidates from outside of Québec	8	7
Struck from the Candidates' Roll		
Admissions as CMA members	(358)	(380)
Resignations	(61)	(2)
Non payment of annual dues	(167)	(251)
Transfers outside of Québec	(11)	(12)
Candidates at the end of the year	2,105	2,129

Changes in the number of members and candidates to the CMA profession

	Regular members	General members	Candidates	Total
1996	3,573	22	2,515	6,110
1997	3,911	18	2,386	6,315
1998	4,201	13	2,351	6,565
1999	4,482	13	2,266	6,761
2000	4,763	8	2,129	6,900
2001	5,047	8	2,105	7,160

Annual dues for the year ending March 31, 2001

Regular member	\$ 600
Member in particular situation (teacher, full-time student, affected by a serious disease, on family leave, unemployed)	\$ 300
Member residing outside of Canada	\$ 540
Member in public practice	\$ 700
Retired member	\$ 125
Candidate student	\$ 125
Candidate acquiring practical experience	\$ 300
Senior candidate	\$ 450

Dues were payable on February 1, 2000.

Changes in the equity of CMA members

Fiscal Period	Members' equity (\$ 000)	Equity in proportion to Annual income (%)
1994-1995	259.9	6.6
1995-1996	344.4	7.7
1996-1997	352.9	7.6
1997-1998	374.6	7.9
1998-1999	488.2	9.6
1999-2000	607.6	11.2
2000-2001	712.9	12.8

Bureau and committees

Bureau 2000-2001

Administrative Committee
Michel Milot, CMA
President of the Bureau
François Renaud, CMA
President-Executive Director
and Secretary
Andrée Perreault, CMA
Vice-President
Jacques Côté, CMA
Treasurer
Daniel Zbacnik, CMA
Elected Director
Claude Masson
Director appointed by
the Office des professions
du Québec

Other Directors

Michel Breton, CMA
Josée De La Durantaye, CMA
Dominique Derome, CMA
Mario Gamelin, CMA
(until September 19, 2000)
René Garneau, FCMA
Steve Gaudet, CMA
Johanne Jacques, CMA
Luc Laurendeau, CMA
Raymond Morissette, CMA
Richard Morrisseau, CMA
Gilles Paré, CMA
Jean Pellerin, CMA
Serge Poulin, CMA
Pierre Prud'homme, CMA
(from November 18, 2000)
Sylvie Raymond, CMA
Michel Tardif, CMA
Claire Thériault, CMA

Directors appointed by the Office des professions du Québec

Normand Choinière
Suzanne Couët
Marie-Paule Talbot-Biron

Chapter and Regional council presidents

Abitibi-Témiscamingue
Guyline Dubé, CMA
Central Québec
Ken St-Jacques, CMA
Eastern Québec
Luc Laurendeau, CMA
Eastern Townships
Serge Poulin, CMA
Montréal
Richard Morrisseau, CMA
Outaouais
François Villeneuve, CMA
Québec
François Chouinard, CMA
Saguenay-Lac-Saint-Jean
Martin Bourret, CMA

Liaison Committee with Regional Chapters/Councils

**Abitibi-Témiscamingue and
Montréal**
Andrée Perreault, CMA
Central Québec
René Garneau, FCMA
Eastern Québec
Luc Laurendeau, CMA
Eastern Townships and Outaouais
Jacques Côté, CMA
Québec
Michel Tardif, CMA
Saguenay-Lac-Saint-Jean
Jean Pellerin, CMA

Standing Committees and Task Forces

**Coordination Committee
of Elections to the Bureau**
Michel Milot, CMA
President
François Renaud, CMA
Secretary

Discipline Committee
M^r Guy Marcotte
(until November 2000)
Chairperson
M^r Carole Marsot
(from November 2000)
Chairperson
Claude Gaffiero, FCMA
Gérald Houle, CMA
Jacques Lévesque, FCMA
M^r Sylvie Lavallée
Secretary

**Education and Accreditation
Committee**
Claude Laurin, CMA
Chairperson
Mario Côté, CMA
Vice-Chairperson
Yves Pelletier, C.Adm., C.H.R.P.
Secretary

Chapter/Council Representatives
Marie-Josée Amyot, CMA
Annie Blanchard, CMA
Marie-Josée Caron, CMA
Linda Laverdière, CMA
Réal Morissette, CMA
Serge Samoisette, CMA
Louise Villemure, CMA

University Representatives
Fodil Adjaoud, CMA
Hélène Bergeron
Robert Crevier
Donald Drury, CMA
Francine Gélinas
Rachid Khali, CMA
Paul-Victor Paré, CMA
Ronald Plante
Gilles Poirier, CMA
Wendy Roscoe
Robert Schenk, CMA

Committee on Training

Members of the Order:
Claude Laurin, CMA
Daniel Zbacnik, CMA

Members of the Conférence
des recteurs et des principaux
des universités du Québec:
(non designated)

Member appointed by the Minister
of Education: (non designated)

Review Committee
Maryse Beaudin-Charbonneau,
FCMA
Jacques Bisson, CMA
Normand Choinière
Appointed Director
Suzanne Couët
Appointed Director
Louiselle Paquin, FCMA
M^r Sylvie Lavallée
Secretary

Resources Committee
Johanne Jacques, CMA
Chairperson
Raymond Morissette, CMA
Vice-Chairperson
Jacques Côté, CMA
Treasurer
Jean-François Lasnier, CMA
Secretary
Dominique Derome, CMA

Professional Inspection Committee

Josée De La Durantaye, CMA
Chairperson
Réjean Champagne, CMA
Vice-Chairperson
François Le May
Secretary
Annick Gariépy, CMA
Agnès Kane, CMA
Yves A. Ménard, CMA
Eric Roberge, CMA
Martin Taillon, CMA
Tony Waked, CMA

Fellows' Council
René Garneau, FCMA
Chairperson
Claude Gaffiero, FCMA
Vice-Chairperson
Manièle Hébert, FCMA

Orientation Committee of the CMA Observatory of Management Accounting Practices

Pierre-Jean Dion, CMA
Chairperson
Jeanne Dubé
Secretary
Hugues Boisvert, FCMA
Denis Dessureault, CMA
Jacques Fortin, CMA
Diane Gravel, CMA
Jocelyne Huppé, CMA
Claude Laurin, CMA

Michel Milot, CMA
Louiselle Paquin, FCMA
Yves Pelletier, C.Adm., C.H.R.P.
François Renaud, CMA

Steering Committee of the InterAction Management Competition

Daniel Zbacnik, CMA
Chairperson
Dominique Derome, CMA
Vice-Chairperson
Jeanne Dubé
Secretary
Diane Dubord
Francine Gélinas
Raymond Morissette, CMA

**2000 CMA Gala of
Appreciation Judges' Panel**
Madeleine Baril
Alphonse M. Galluccio, CMA
Andrée Perreault, CMA

Syndic
Gilles Cossette, CMA
Syndic
Luc Godin, CMA
Assistant Syndic

Members on the National and Interprofessional Committees

Representative on the Board of Directors of The Society of Management Accountants of Canada

Michel Milot, CMA
Other Representatives
John W. Babiak, FCMA
Michael dos Santos, CMA
Sylvain Dubé, FCMA
Daniel Zbacnik, CMA

**Representatives on the
National Accreditation Council
of the Society of Management
Accountants of Canada**
Claude Laurin, CMA
Raymond Morissette, CMA

**Representative on the Québec
Interprofessional Council**
François Renaud, CMA

Administrative Staff

François Renaud, CMA
President-Executive Director
Jeanne Dubé
Director, Public Affairs and
Marketing
Jean-François Lasnier, CMA
Director, Administrative Services
Francine Pharrand, MBA, CMC
Director, Education and Quality
(until December 1st, 2000)
Yves Pelletier, C.Adm., C.H.R.P.
Director, Education and Quality
(from December 4, 2000)

Brigitte Achard
Executive Secretary,
Education and Quality
Lucie Bélanger
Secretary, Admission and Quality
Josée Blanchard, CMA
Coordinator, Accounting
(from December 11, 2000)
Sylvie Bougie
Receptionist
Ginette Bourbonnais
Coordinator, Texts and Production
Caroline Brunet, CMA
Coordinator, Accounting
(until November 21, 2000)
Jacques Durand
Office Clerk
Chantal Ferland
Executive Secretary,
Administrative Services
Yolande Girard
Secretary, Business Development
and Customer Services
Olivier Lachambre, CMA
Coordinator, Education Programs
(until November 25, 2000)
Alain Lapierre, CMA
Coordinator, Education Programs
Hélène Larouche
Counselor, User Support
(from November 13, 2000)
Martine Lauzon
Coordinator, Student Affairs
(until February 14, 2001)
François Le May
Coordinator,
Admission and Quality
Carole Martin
Administrative Assistant,
Education Programs
Christiane Martinez
Secretary to the Executive Office
Julie Pelland
Counselor, Placement Service
Isabelle Plouffe
Coordinator, Information
Technologies
Lisa Proulx
Receptionist and data entry clerk
(until November 3, 2000)
Nathalie Roberge
Coordinator, Media and Events
(from August 21, 2000)
Michel Rousseau
Counselor, User Support
(until September 8, 2000)
Caroline Saindon
Coordinator, Education Programs
(from January 29, 2001)
Sophie Secours
Accounting Clerk
John L. Shone
Coordinator, Executive Programs
and Professional Development
(from January 22, 2001)
Odette Villeneuve
Executive Secretary,
Public Affairs and Marketing

Auditors' Report

To the members of the **Ordre des comptables en management accrédités du Québec**

We have audited the consolidated statement of financial position of the **Ordre des comptables en management accrédités du Québec** as at March 31, 2001 and the consolidated statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Order's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Order as at March 31, 2001 and the results of its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Consolidated Financial Position

As at March 31, 2001

	2001	2000
Assets		
Current		
Cash	\$ 499,357	\$ 463,525
Short-term investments, at cost (Note 3)	2,722,454	2,578,872
Accounts receivable	184,293	392,874
Inventory of booklets for resale, at cost	94,493	84,348
Prepaid expenses	369,217	404,322
	3,869,814	3,923,941
Capital assets (Note 4)	678,713	582,260
	\$ 4,548,527	\$ 4,506,201

Liabilities and Net Assets

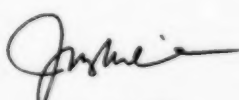
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 627,428	\$ 474,190
Sales taxes payable	348,086	380,307
Deferred revenue (Note 5)	2,847,760	3,025,957
	3,823,274	3,880,454
Deferred lease inducements	12,320	18,142
	3,835,594	3,898,596
Net assets		
Net assets invested in capital assets	678,713	582,260
Unrestricted net assets	34,220	25,345
	712,933	607,605
	\$ 4,548,527	\$ 4,506,201

Consolidated Statement of Changes in Net Assets

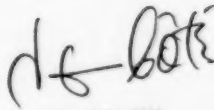
For the year ended March 31, 2001

		2001	2000
Net assets			
	Invested in Capital Assets	Unrestricted	Total
Balance, beginning of year	\$ 582,260	\$ 25,345	\$ 607,605
(Deficiency) excess of revenues over expenses	(327,451)	432,779	105,328
Investment in capital assets	423,904	(423,904)	-
Balance, end of year	\$ 678,713	\$ 34,220	\$ 712,933
			\$ 607,605

On behalf of the Bureau



Michel Milot, CMA
President



Jacques Côté, CMA
Treasurer

Consolidated Statement of Operations

For the year ended March 31, 2001

	2001	2000
Revenues		
Training and quality	\$ 2,236,435	\$ 2,324,168
Public protection	10,950	11,450
Public affairs and marketing	269,848	256,296
Committees	2,826	3,640
General administration	3,056,708	2,849,108
	5,576,767	5,444,662

Expenses

Training and quality	1,898,551	1,964,345
Public protection	86,095	68,109
Public affairs and marketing	828,452	818,970
Committees	94,271	98,859
Contributions to affiliated organizations	945,803	884,219
General administration (Note 4)	1,618,267	1,490,779
	5,471,439	5,325,281
Excess of revenues over expenses	\$ 105,328	\$ 119,381

Consolidated Statement of Cash Flows

For the year ended March 31, 2001

	2001	2000
Cash flows from operating activities		
Cash receipts from members, candidates and others	\$ 5,520,976	\$ 5,708,888
Cash paid to suppliers and employees	(5,003,833)	(5,186,403)
Interest received	25,980	21,149
	543,123	543,634
Cash flows from investing activities		
Purchase of short-term investments	(1,152,008)	(1,292,179)
Proceeds on disposal of short-term investments	1,208,152	1,750,000
Purchase of capital assets	(423,904)	(178,383)
	(367,760)	279,438
Increase in cash and cash equivalents	175,363	823,072
Cash and cash equivalents, beginning of year	1,834,245	1,011,173
Cash and cash equivalents, end of year	\$ 2,009,608	\$ 1,834,245
Represented by:		
Cash	\$ 499,357	\$ 463,525
Short-term investments	1,510,251	1,370,720
	\$ 2,009,608	\$ 1,834,245

BDO Dunwoody LLP

BDO Dunwoody LLP
Chartered Accountants

Montreal, Quebec
April 20, 2001

Notes to Consolidated Financial Statements

Year ended March 31, 2001

1. Status and Nature of Activities

The Ordre des comptables en management accrédités du Québec (CMA) is a professional order with a reserved title whose principal function is the protection of the public. As such, it is responsible for issuing permits to practice to candidates who meet the necessary conditions, maintaining the roll of members, surveillance of the practice of the profession and detecting illegal practice. It is affiliated with The Society of Management Accountants of Canada (SMAC). These financial statements report the activities of the Order and its Regional Sections.

The Order is incorporated as a not-for-profit organization under the Professional Code and is considered as such under the Income Tax Act.

2. Significant Accounting Policies

CONSOLIDATED BASIS

The consolidated financial statements include all the accounts of the Order and those of its Regional Sections.

CAPITAL ASSETS

Capital assets are recorded at cost. Amortization is provided on a straight-line basis using the following annual rates:

Furniture and fixtures	10% and 20%
Computer equipment	20%
Software	20%

DEFERRED LEASE INDUCEMENTS

The deferred lease inducements are amortized over the term of the initial lease.

FAIR VALUE OF FINANCIAL STATEMENTS

Due to the short-term maturities of the following financial instruments, cash, short-term investments, accounts receivable, accounts payable, accrued liabilities and sales taxes payable, the Order has assumed that the carrying amount of each item of this category approximates fair value.

REVENUE RECOGNITION

Membership and candidate dues are recognized as revenue on an accrual basis. Dues collected for a subsequent period are shown as deferred revenue on the balance sheet. Other revenues are recognized when the related charges are incurred.

DONATED SERVICES

The work of the Order is dependent on the voluntary service of many members. Due to the difficulty in determining the fair value of donated services, these are not stated in the financial statements.

CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents consist of cash on hand, bank balances and short-term investments with maturities of three months or less.

3. Short-Term Investments

	2001	2000
Guaranteed investments certificates not cashable before maturity, between 4.96% and 5.16%, maturing between May 1, 2001 and September 4, 2001 (market value 2001 - \$ 2,212,203; 2000 - \$ 1,712,742)	\$ 2,212,203	\$ 1,712,742
Banker's acceptance, 4.55%, April 27, 2001 (market value 2001 - \$ 499,196; 2000 - Nil)	499,196	-
Corporate cash management, 5.08% (market value 2001 - Nil; 2000 - \$ 153,230);	-	153,230
Coupons from Government of Quebec, 5.89%, December 30, 2001 (market value 2001 - Nil; 2000 - \$ 700,001)	-	700,001
Term deposits	11,055	12,899
	\$ 2,722,454	\$ 2,578,872

4. Capital Assets

	2001	2000
	Cost	Accumulated Amortization
Furniture and fixtures	\$ 435,214	\$ 346,270
Computer equipment	408,647	363,297
Software	1,165,638	621,219
	\$ 2,009,499	\$ 1,330,786
	\$ 678,713	\$ 582,260

The amortization expense for the year is \$ 327,451 (\$ 191,499 in 2000).

5. Deferred Revenue

	2001	2000
Dues received in advance	\$ 2,809,365	\$ 2,686,518
Other revenues received in advance	38,395	339,439
	\$ 2,847,760	\$ 3,025,957

6. Commitment

During the year, the Order has renewed the lease until December 21, 2010 and has entered into an operating lease agreement for office space totalling \$991,952. The minimum annual base lease payments under this lease in the next five years are \$ 72,693 in 2002, \$ 74,712 in 2003, \$ 78,751 in 2004, \$ 105,001 in 2005 and \$ 107,020 in 2006.

7. Comparative Figures

Certain of the comparative figures have been reclassified to conform with the current year's presentation.

Consolidated Supplementary Information

For the year ended March 31, 2001

	2001	2000
Revenues		
Training and Quality		
Examination fees	\$ 282,226	\$ 340,000
CMA Professional Program	1,650,801	1,732,957
Other fees	296,331	235,597
Support to members in private practice	4,875	11,225
Professional development	2,202	4,389
	\$ 2,236,435	\$ 2,324,168
Public Affairs and Marketing		
Events	\$ 133,690	\$ 122,069
Publications	29,478	33,168
Services to members	-	309
Employment - related services	106,680	100,750
	\$ 269,848	\$ 256,296
General Administration		
Candidate dues	\$ 360,482	\$ 379,980
Membership dues	2,556,676	2,332,318
Investment income	90,364	77,766
Settlements of lawsuits	14,449	-
Other	34,737	59,044
	\$ 3,056,708	\$ 2,849,108
Expenses		
Training and Quality		
Examination expenses	\$ 187,070	\$ 223,366
CMA Professional Program	839,802	914,694
Recruitment expenses	305,395	266,237
Human resources	491,975	514,668
Support to members in private practice	11,362	5,419
Professional development	9,734	4,232
Other operating expenses	53,213	35,729
	\$ 1,898,551	\$ 1,964,345
Public Affairs and Marketing		
Events	\$ 194,445	\$ 190,007
Publicity and promotion	146,299	132,836
Publications	64,704	70,041
Services to members	8,000	13,877
Employment - related services	10,149	21,562
Human resources	400,922	385,839
Other operating expenses	3,933	4,808
	\$ 828,452	\$ 818,970
Contributions to Affiliated Organizations		
Fees to The Society of Management Accountants of Canada	\$ 911,834	\$ 857,457
Fees to the Quebec Inter-professional Council	15,100	14,731
Fees to La Professionnelle [®]	8,181	6,825
Fees to the Office des professions du Québec	10,688	5,206
	\$ 945,803	\$ 884,219
General Administration		
Personalized files	\$ 40,448	\$ 25,972
Rent and maintenance	205,213	244,139
Telephone	23,716	33,909
Offices supplies and equipment	65,274	51,354
Computer costs	54,989	35,495
Head office administration	52,406	44,697
Professional fees	48,931	96,076
Human resources	682,758	653,001
Amortization of capital assets	327,451	191,499
Other office expenses	117,081	114,637
	\$ 1,618,267	\$ 1,490,779